



# Perspectives économiques et financières

Avril 2017



BUREAU DU DIRECTEUR  
PARLEMENTAIRE DU  
BUDGET  
OFFICE OF THE  
PARLIAMENTARY  
BUDGET OFFICER

Ottawa, Canada  
28 avril 2017  
[www.pbo-dpb.gc.ca](http://www.pbo-dpb.gc.ca)

Le directeur parlementaire du budget (DPB) est chargé de fournir des analyses indépendantes au Parlement sur l'état des finances publiques, les prévisions budgétaires du gouvernement et les tendances de l'économie nationale. À la demande d'un comité ou d'un parlementaire, il est tenu de faire une estimation des coûts de toute proposition concernant des questions qui relèvent de la compétence du Parlement.

Le présent rapport vise à donner suite à la motion adoptée par le Comité permanent des finances le 4 février 2016 : « Que, conformément au mandat du directeur parlementaire du budget de fournir de façon indépendante des analyses sur la situation financière du Canada et les tendances de l'économie nationale (tel que stipulé dans la section 79.2 de la *Loi sur le Parlement du Canada*), le directeur parlementaire du budget fournisse au Comité une perspective économique et fiscale deux fois par année civile, soit la quatrième semaine du mois d'octobre et la quatrième semaine du mois d'avril, et par la suite, que le directeur demeure disponible pour comparaître devant le Comité afin de discuter de ces conclusions ».

Le rapport tient compte des données disponibles jusqu'au 21 avril 2017 inclusivement. Sauf indication contraire, tous les taux présentés correspondent à des taux annualisés.

Le présent rapport a été préparé par le personnel du directeur parlementaire du budget. Pour obtenir plus de renseignements, veuillez envoyer un message à [pbo-dpb@parl.gc.ca](mailto:pbo-dpb@parl.gc.ca).

Jean-Denis Fréchette  
Directeur parlementaire du budget

# Table des matières

---

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Résumé</b>   | <b>1</b>  |
| <b>Perspectives économiques</b>   | <b>5</b>  |
| Perspectives économiques extérieures  | 6         |
| Cours projetés du pétrole   | 7         |
| Faits récents et perspectives à court terme au Canada   | 8         |
| Perspectives de croissance du PIB réel au Canada  | 9         |
| Écart de production   | 10        |
| Incertitude entourant la projection du PIB nominal établie par le DPB   | 11        |
| <b>Perspectives financières</b>   | <b>12</b> |
| Résultats financiers prévus pour 2016-2017  | 13        |
| Résumé des perspectives financières   | 14        |
| Perspectives concernant les revenus   | 15        |
| Perspectives concernant les dépenses  | 16        |
| Perspectives concernant les cotisations d'AE et le compte des opérations de l'assurance-emploi                      | 17        |
| Sensibilité du solde budgétaire aux chocs économiques   | 18        |
| Résultats relatifs au solde budgétaire au titre d'autres scénarios économiques                                      | 19        |
| Résultats relatifs à la dette fédérale au PIB au titre d'autres scénarios économiques                               | 20        |
| <b>Budget 2017 : Principaux enjeux pour les parlementaires</b>  | <b>21</b> |
| Présentation du plan financier dans le budget de 2017   | 22        |
| Comparaison entre les perspectives économiques  | 23        |
| Perspectives concernant le solde budgétaire par rapport à celles présentées dans le budget de 2017                  | 24        |
| Perspectives concernant le ratio de la dette fédérale au PIB par rapport à celles présentées dans le budget de 2017 | 25        |
| Attentes du DPB à l'égard des dépenses fédérales dans les infrastructures   | 26        |
| Dépenses de fonctionnement  | 27        |

|  |           |
|--|-----------|
| <b>Annexes</b>   | <b>28</b> |
| A : Perspectives économiques détaillées  | 29        |
| B : Perspectives économiques du DPB et du Budget de 2017   | 30        |
| C : Perspectives financières détaillées  | 31        |
| D : Perspectives financières détaillées (% du PIB)   | 32        |
| E : Perspectives financières du DPB – avril 2017 et octobre 2016                                     | 33        |
| F : Effet sur les perspectives financières d’une diminution de<br>un pour cent du PIB réel           | 34        |
| G : Effets sur les perspectives financières d’une diminution de<br>un pour cent des prix du PIB      | 35        |
| H : Effets sur les perspectives financières d’une hausse<br>de 100 points de base des taux d’intérêt | 36        |
| I : Perspectives financières du DPB et du Budget de 2017   | 37        |
| <b>Notes</b>   | <b>38</b> |

# Résumé

Le présent rapport vise à donner suite à la motion adoptée par le Comité permanent des finances le 4 février 2016. Il tient compte des données disponibles jusqu'au 21 avril 2017 inclusivement<sup>1</sup>.

Le DPB s'attend à ce que la croissance du PIB réel effectue une remontée, passant de 1,4 % en 2016 à 2,5 % en 2017 et à 2,1 % en 2018. Il suppose que le report de l'application des mesures financières fédérales stimulera l'activité économique en 2017 et en 2018, alors que la croissance des exportations et de l'investissement des entreprises s'accélénera.

Dans l'ensemble, le PIB réel devrait augmenter en moyenne de 2,0 % par année de 2017 à 2021, soit essentiellement au même rythme qui avait été prévu en octobre. Le DPB continue de considérer comme probable une reprise de l'investissement non résidentiel des entreprises et des exportations de produits non énergétiques, ainsi qu'un important déclin de l'activité dans le secteur de la construction résidentielle.

L'inflation du PIB (une mesure de l'augmentation des prix à l'échelle de l'économie) devrait passer de 0,6 % en 2016 à 2,7 % en 2017, pour se stabiliser à 2,0 % par année en moyenne pendant le reste de la période de projection. Le PIB nominal – l'indicateur le plus large de l'assiette fiscale – devrait augmenter à un rythme de 4,1 % par année en moyenne de 2017 à 2021.

Tableau 1 du résumé Perspectives économiques

| %                                    | 2016  | 2017  | 2018  | 2019-2021 |
|--------------------------------------|-------|-------|-------|-----------|
| <b>Croissance du PIB réel</b>        | 1,4   | 2,5   | 2,1   | 1,7       |
| <b>Inflation du PIB</b>              | 0,6   | 2,7   | 1,9   | 2,0       |
| <b>PIB nominal (milliards de \$)</b> | 2 027 | 2 135 | 2 222 | 2 395     |

Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

La croissance annuelle moyenne du PIB nominal de 4,1 % de 2017 à 2021 est identique à celle que le DPB avait prévue en octobre. Lorsque rajusté pour tenir compte des révisions historiques, le niveau du PIB nominal est augmenté d'en moyenne 10 milliards de dollars (0,4 %) par année pour la période allant de 2017 à 2021 par rapport aux prévisions d'octobre. Cela s'explique par la croissance plus élevée que prévu du PIB nominal au cours de la deuxième moitié de 2016. Le DPB a aussi revu à la hausse ses perspectives pour les taux d'intérêt à long terme du Canada, de façon à tenir compte des taux à long terme plus élevés que prévu aux États-Unis.

Les perspectives économiques du DPB reposent sur l'idée que la probabilité d'avoir des résultats à la hausse est, en règle générale, la même que celle d'avoir des résultats à la baisse. En ce qui concerne les risques à la baisse, le DPB croit que le risque le plus important est un investissement des entreprises moins élevé que prévu. En ce qui concerne les risques à la hausse, il croit que le risque le plus important est les dépenses des ménages plus élevées que prévu. Pour illustrer l'incertitude entourant la projection du PIB nominal établie par le DPB, ce dernier a établi des intervalles de confiance. Par rapport à la projection de base de la croissance du PIB nominal, les intervalles de confiance de 30, 50 et 70 % correspondent à une croissance moyenne du PIB nominal de  $\pm 0,5$ ,  $\pm 0,8$  et  $\pm 1,3$  point de pourcentage respectivement.

**Tableau 2 du résumé Perspectives financières**

| G\$                                | Prévision     |               |               |               |               |               |               |
|------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
|                                    | 2015-<br>2016 | 2016-<br>2017 | 2017-<br>2018 | 2018-<br>2019 | 2019-<br>2020 | 2020-<br>2021 | 2021-<br>2022 |
| Revenus budgétaires                | 295,5         | 297,1         | 304,6         | 319,1         | 334,0         | 348,8         | 364,5         |
| Charges de programmes              | 270,8         | 294,0         | 304,5         | 312,4         | 318,7         | 328,3         | 339,2         |
| Frais de la dette publique         | 25,6          | 23,9          | 24,7          | 27,6          | 31,5          | 34,5          | 36,5          |
| Total des charges                  | 296,4         | 317,9         | 329,2         | 340,0         | 350,2         | 362,8         | 375,7         |
| <b>Solde budgétaire</b>            | <b>-1,0</b>   | <b>-20,7</b>  | <b>-24,6</b>  | <b>-20,9</b>  | <b>-16,2</b>  | <b>-14,1</b>  | <b>-11,2</b>  |
| <i>Solde budgétaire (% du PIB)</i> | <i>0,0</i>    | <i>-1,0</i>   | <i>-1,2</i>   | <i>-0,9</i>   | <i>-0,7</i>   | <i>-0,6</i>   | <i>-0,4</i>   |
| <b>Dette fédérale (% du PIB)</b>   | <b>31,1</b>   | <b>31,3</b>   | <b>30,9</b>   | <b>30,6</b>   | <b>30,1</b>   | <b>29,6</b>   | <b>29,0</b>   |

Sources: Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Le DPB s'attend à ce que le déficit budgétaire s'élève à 20,7 milliards de dollars (1,0 % du PIB) en 2016-2017, soit 1,6 milliard de dollars de moins qu'il l'avait prévu en octobre. Le déficit réduit est principalement attribuable à la hausse des revenus tirés de l'impôt sur le revenu, surtout celui des sociétés.

Toutefois, le DPB prévoit que le déficit budgétaire sera de 2,2 milliards de dollars plus élevés en moyenne de 2017-2018 à 2021-2022 qu'il l'avait prévu en octobre. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation des charges de programmes. Plus de la moitié de l'augmentation prévue des dépenses découle de nouvelles décisions stratégiques, comme l'indexation des prestations pour enfants ainsi que la hausse des paiements de transfert aux gouvernements infranationaux pour l'infrastructure et les soins de santé. En outre, la hausse des taux d'intérêt contribue à l'augmentation des frais d'intérêt de la dette publique à moyen terme.

Dans le budget de 2016, le gouvernement s'est engagé à rééquilibrer les budgets et à réduire le ratio de la dette fédérale au PIB au cours d'une période de cinq ans qui se terminera en 2020-2021. L'objectif d'endettement consiste à atteindre un ratio de la dette fédérale au PIB de 31,0 % (ou moins) en 2020-2021<sup>2</sup>. Au titre des mesures fiscales et des plans de dépenses

actuels, le DPB prévoit que le ratio de la dette fédérale au PIB s'élèvera à 29,6 % en 2020-2021, soit 1,4 point de pourcentage de moins que l'objectif du gouvernement. Ainsi, le gouvernement dispose donc d'une certaine latitude dans son plan financier actuel pour atteindre l'objectif qu'il s'est fixé à moyen terme à ce chapitre.

Pour illustrer les conséquences financières de l'incertitude entourant ses perspectives économiques, le DPB a exprimé les distributions d'autres scénarios économiques en éléments budgétaires. Compte tenu des possibles scénarios entourant les perspectives économiques, et selon l'hypothèse du statu quo, il est peu probable que le budget soit équilibré ou excédentaire à moyen terme. Le DPB estime à environ 15 % les chances qu'il le soit en 2019-2020, puis à 20 % en 2020-2021 et à 30 % en 2021-2022.

Cependant, il est probable que le ratio de la dette fédérale au PIB chute sous le niveau de 2015-2016, qui était de 31,0 %, au cours de la période allant de 2017-2018 à 2021-2022. Le DPB estime à environ deux tiers les chances que le ratio de la dette fédérale au PIB soit inférieur au niveau de 2015-2016 en 2020-2021.

## **Budget 2017 : Principaux enjeux pour les parlementaires**

### **Présentation du plan financier**

Le gouvernement continue d'améliorer la transparence et l'accès de son plan financier. Il pourrait toutefois en faire davantage. Par exemple, le budget ne comprend toujours pas suffisamment de détails sur les sources des fonds réaffectés et les conséquences sur les programmes. En outre, le budget et les plans ministériels de 2017-2018 ne concordent toujours pas.

### **Perspectives économiques présentées dans le budget de 2017**

Malgré l'incertitude et les risques à la baisse qui continuent de peser sur l'économie nationale et mondiale, le DPB estime qu'il y a un risque à la hausse associé aux perspectives du PIB nominal établies par le secteur privé et figurant dans le budget de 2017. Ce risque s'explique par l'utilisation de l'enquête désuète de décembre 2016 qui ne tient pas compte des données économiques plus élevées que prévu publiées avant le budget de 2017.

### **Perspectives financières présentées dans le budget de 2017**

Le DPB prévoit que les déficits budgétaires seront en moyenne 5,9 milliards de dollars moins élevés que ceux prévus dans le budget de 2017 pour la période allant de 2016-2017 à 2021-2022. Cette différence correspond à l'ajustement en fonction des risques de 3 milliards de dollars du gouvernement et les perspectives économiques plus fortes du DPB

Le gouvernement est d'avis que les risques liés aux perspectives économiques du secteur privé sont généralement équilibrés. L'ajustement en fonction du risque laisse donc entendre qu'il adopte une approche « prudente » à l'égard de la planification budgétaire. Ainsi, il réduit

l'importance de ses perspectives financières, tout en espérant que les résultats financiers dépasseront ses prévisions. Cette approche contraste avec le rajustement des perspectives économiques du secteur privé auquel il procède afin de tenir compte de la balance des risques, soit à la hausse soit à la baisse.

Le DPB croit que les perspectives du gouvernement quant au solde budgétaire pour la période allant de 2017-2018 à 2021-2022 sont trop prudentes. Elles découlent de l'utilisation de perspectives économiques désuètes et de l'inclusion d'un ajustement en fonction du risque même si les risques liés aux perspectives économiques ont été jugés généralement équilibrés.

### **Dépenses fédérales en infrastructure**

Les données provenant du système de comptabilité du gouvernement, des dépenses des provinces et de Statistique Canada indiquent toutes que les dépenses fédérales dans les infrastructures accusent un retard par rapport au calendrier établi dans le budget de 2016. C'est pourquoi le DPB s'attend à ce que près de la moitié des fonds d'infrastructures proposés soient dépensés comme prévu en 2016-2017.

Il s'attend en outre à ce que les dépenses reprennent en 2017-2018 à un niveau supérieur à ce qui était prévu au départ dans le budget de 2016 (112 %). Ainsi, les dépenses globales dans les infrastructures s'élèveront à près de 90 % des niveaux prévus au départ. Le reste de l'argent sera dépensé au cours des exercices subséquents.

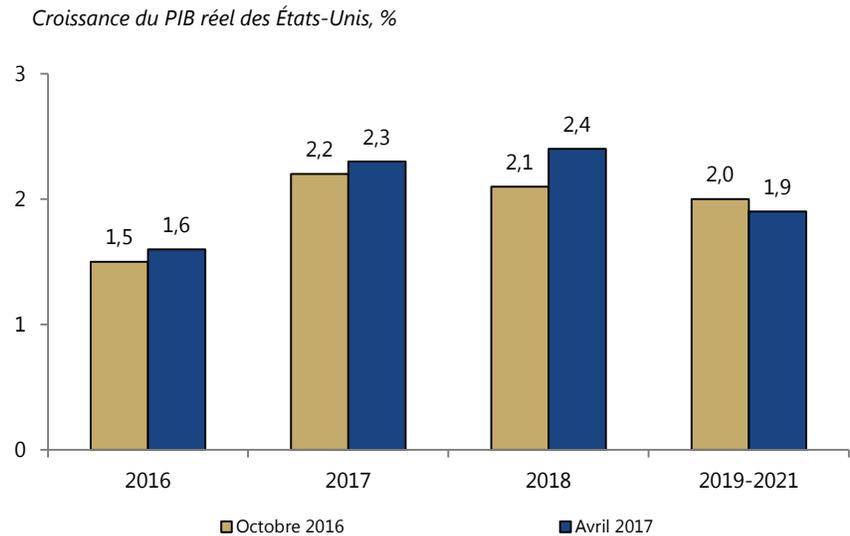
### **Dépenses de fonctionnement**

Les dispositions du budget de 2017 portant sur la croissance annuelle de 1 % à moyen terme supposent un déclin constant des dépenses de fonctionnement par rapport au PIB. Or, les conventions collectives prévoient une augmentation annuelle des salaires de plus de 1 %; d'autres sources d'économies devront donc être trouvées. Les parlementaires voudront peut-être demander des précisions au gouvernement sur sa stratégie pour gérer les dépenses de fonctionnement.

# Perspectives économiques

---

**Figure 1** Perspectives économiques extérieures



Sources : Bureau of Economic Analysis et directeur parlementaire du budget.

L'activité économique mondiale s'est renforcée. Dans ses Perspectives de l'économie mondiale d'avril 2017, le Fonds monétaire international (FMI) a, en comparaison de ses perspectives d'octobre 2016, révisé modestement à la hausse ses prévisions de croissance mondiale, citant la croissance des pays avancés qui est plus forte que prévu.

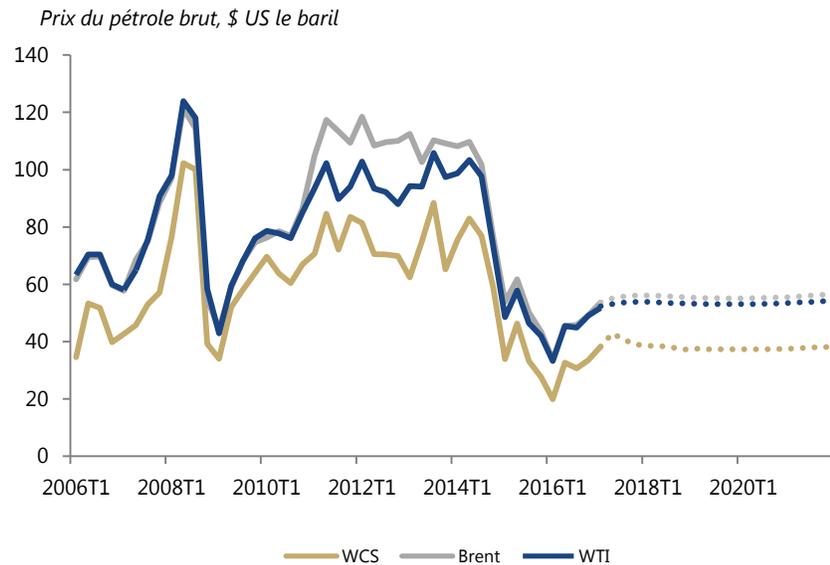
Le DPB prévoit que l'économie américaine connaîtra une croissance de 2,3 % en 2017 et de 2,4 % en 2018, soit respectivement 0,1 et 0,3 point de pourcentage de plus qu'il l'avait prévu en octobre. Le virage anticipé de la nouvelle administration quant à sa politique financière ainsi que le regain de confiance des consommateurs et des entreprises devraient stimuler la croissance.

En prévision de la hausse de l'activité économique, la Réserve fédérale a indiqué qu'elle accélérerait le rythme de la normalisation de la politique monétaire. Le DPB est d'avis que la Réserve fédérale, à la suite de son augmentation de 25 points de base en mars, augmentera de nouveau son taux directeur en juillet et en décembre. Il a d'ailleurs revu à la hausse ses perspectives sur le rendement à long terme des obligations américaines à la suite de l'augmentation observée depuis octobre, qui s'explique en partie par la hausse du taux d'inflation et du taux directeur découlant de la relance budgétaire en vue.

Le DPB estime ne pas avoir tous les renseignements nécessaires à l'heure actuelle pour déterminer les répercussions précises des politiques de la nouvelle administration américaine sur l'économie canadienne. Il présume donc que les changements prévus à la politique financière et monétaire américaine depuis octobre – qui se traduisent par une augmentation de la production et des taux d'intérêt<sup>3</sup> – n'auront aucune répercussion sur l'économie canadienne, puisque les mesures que prendront les États-Unis en matière de politique commerciale pourraient annuler les gains obtenus au chapitre de la production.

De 2019 à 2021, le DPB prévoit que la croissance américaine atteindra en moyenne 1,9 % par année, ce qui correspond à peu près aux estimations externes de la croissance du PIB potentiel américain<sup>4</sup>. Il s'attend toujours à ce que les dépenses de consommation et la construction résidentielle, dont la teneur en éléments importés est inférieure à celle de l'investissement des entreprises, stimulent la croissance américaine à moyen terme.

Figure 2 Cours projetés du pétrole



Sources : Kent Group Limited; CME Group et directeur parlementaire du budget.

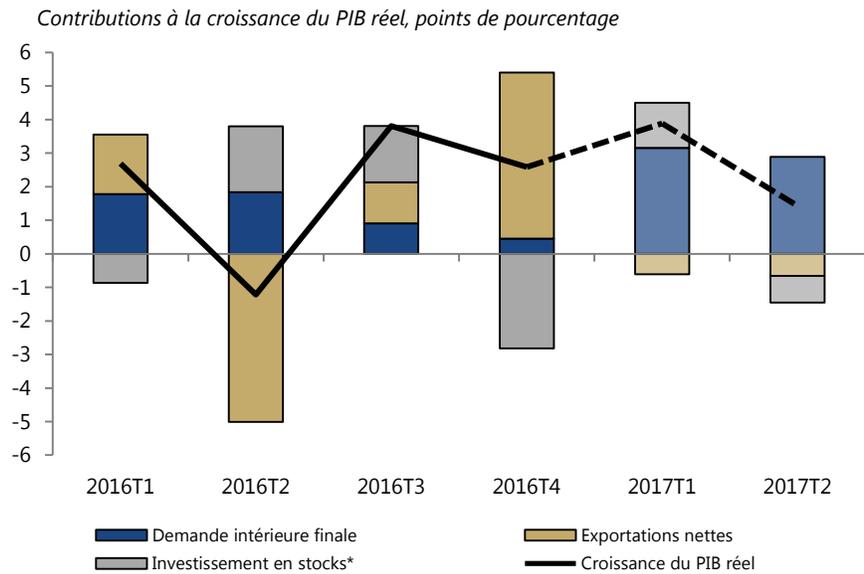
Note : WTI signifie West Texas Intermediate; WCS signifie Western Canadian Select. La période de projection s'étend du deuxième trimestre (T2) de 2017 au quatrième trimestre (T4) de 2021. Les cours projetés du pétrole se fondent sur les cours à terme moyens du 7 au 20 avril 2017.

Après leur chute sous la barre des 30 \$ US le baril au premier trimestre de 2016, les cours du pétrole ont amorcé une reprise grâce en partie à l'accord conclu le 28 septembre par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en vue de limiter la production. Depuis l'annonce, les cours du pétrole West Texas Intermediate (WTI) se sont en moyenne maintenus à 51 \$ US le baril.

Selon les récents cours à terme, le DPB prévoit que les cours du pétrole WTI demeureront relativement stables à près de 53 \$ US le baril jusqu'à la fin de 2021. C'est près de 2 \$ US le baril de moins, en moyenne, que ce qu'il avait prévu en octobre pour le pétrole brut WTI.

Les prévisions du DPB concernant l'indice des prix des produits de base de la Banque du Canada sont 1,1 % plus fortes pour la période allant de 2017 à 2021 à ses prévisions d'octobre. Le déclin des prix des produits énergétiques, en l'occurrence le pétrole, est plus que contrebalancé par la hausse des prix des produits de base non énergétiques.

**Figure 3** Faits récents et perspectives à court terme au Canada



Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : L'investissement dans les stocks comprend aussi la contribution attribuable à l'écart statistique.

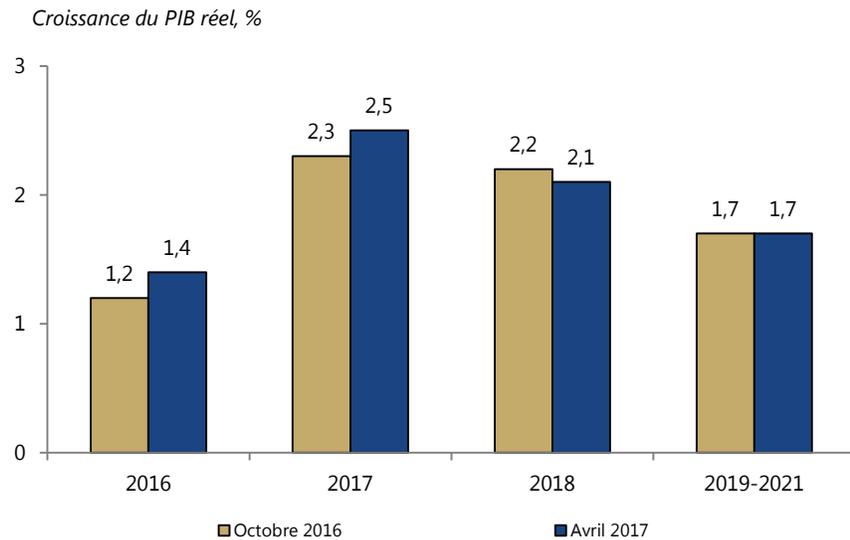
L'économie canadienne a progressé plus rapidement pendant la deuxième moitié de 2016 que le DPB l'avait prévu en octobre. En effet, à la suite d'une hausse de 0,7 % pendant la première moitié de l'année, la croissance trimestrielle du PIB s'est élevée en moyenne à 3,2 % au cours de la deuxième moitié, contrairement aux prévisions d'octobre qui tablaient sur une hausse de 2,7 %.

Bien qu'une partie de cette remontée soit attribuable à la reprise faisant suite aux incendies de forêt de Fort McMurray, la stabilité des dépenses des ménages et les exportations nettes ont aussi alimenté la croissance au cours de la deuxième moitié de l'année. Les dépenses des ménages sont demeurées élevées en dépit du déclin marqué des importations, ce qui donne à penser que les ménages ont plutôt détourné leurs dépenses vers les biens et services fabriqués au pays.

Le DPB s'attend à ce que la croissance trimestrielle du PIB réel avoisine en moyenne les 2,7 % au cours de la première moitié de 2017, les dépenses du gouvernement dans les infrastructures augmentant et la croissance des dépenses des consommateurs demeurant forte. Il prévoit que l'investissement des entreprises fléchira légèrement au cours du premier trimestre, mais qu'il remontera en flèche le reste de l'année.

En moyenne, il s'est créé 29 000 emplois par mois entre octobre et mars, ce qui dépasse l'augmentation mensuelle de près de 22 000 personnes dans la population en âge de travailler. Ces emplois étaient tous des emplois à temps plein. Toutefois, le nombre moyen d'heures de travail par semaine a diminué de près de 1,1 % pendant cette période, limitant la contribution de l'amélioration du facteur travail à la croissance économique.

**Figure 4** Perspectives de croissance du PIB réel au Canada



Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Dans l'ensemble, les perspectives de croissance du PIB réel au Canada de 2017 à 2021 établies par le DPB demeurent essentiellement inchangées par rapport à celles d'octobre. La croissance du PIB réel a été, en 2016, plus élevée que les perspectives d'octobre le laissaient croire en raison de la croissance plus forte que prévu dans la deuxième moitié de l'année et des révisions historiques à la hausse au cours de la première moitié de l'année.

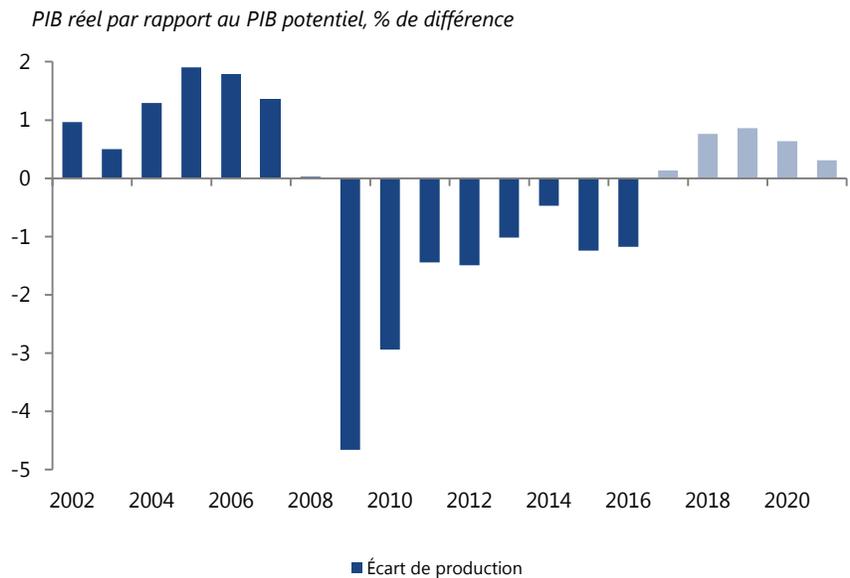
Le DPB s'attend à ce que la croissance du PIB réel effectue une remontée, passant de 1,4 % en 2016 à 2,5 % en 2017 et à 2,1 % en 2018. Il suppose que le report de l'application des mesures financières fédérales stimulera l'activité économique en 2017 et en 2018, alors que la croissance des exportations et de l'investissement des entreprises s'accélérera.

Il continue de présumer que la Banque du Canada maintiendra son taux directeur à 0,5 % jusqu'au deuxième trimestre de 2018<sup>5</sup>. Il s'attend toutefois à ce que la hausse du rendement des obligations américaines à long terme entraîne une hausse du rendement des obligations canadiennes à long terme. C'est pourquoi il a révisé à la hausse ses perspectives pour le taux des obligations à 10 ans de 30 points de base en moyenne de 2017 à 2021.

Dans l'ensemble, le PIB réel devrait augmenter en moyenne de 2,0 % par année de 2017 à 2021, soit au même rythme qui avait été prévu en octobre. Le DPB continue de considérer comme probable une reprise de l'investissement non résidentiel des entreprises et des exportations de produits non énergétiques, ainsi qu'un important déclin de l'activité dans le secteur de la construction résidentielle, qui se rapprochera de sa part historique dans l'économie<sup>6</sup>.

Les dépenses des ménages devraient contribuer un peu moins à la croissance de 2019 à 2021 que le DPB l'avait prévu en octobre, en raison en partie de la hausse des taux d'intérêt à long terme. Cette baisse sera compensée partiellement par une hausse de la contribution des exportations, qui découlera de la faiblesse du dollar canadien. Voir l'annexe A pour un résumé détaillé des perspectives économiques.

Figure 5 Écart de production



Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : La période de projection s'étend de 2017 à 2021.

Après être demeurée inférieure aux estimations du DPB relativement au PIB potentiel depuis la fin de 2008, l'économie canadienne s'élèvera, croit le DPB, au-dessus de son potentiel dans la deuxième moitié de 2017. Toutefois, ce dépassement correspond au ralentissement temporaire de la croissance du PIB potentiel en 2016 et en 2017, qui lui-même découle du déclin marqué de l'investissement des entreprises en 2015 et en 2016.

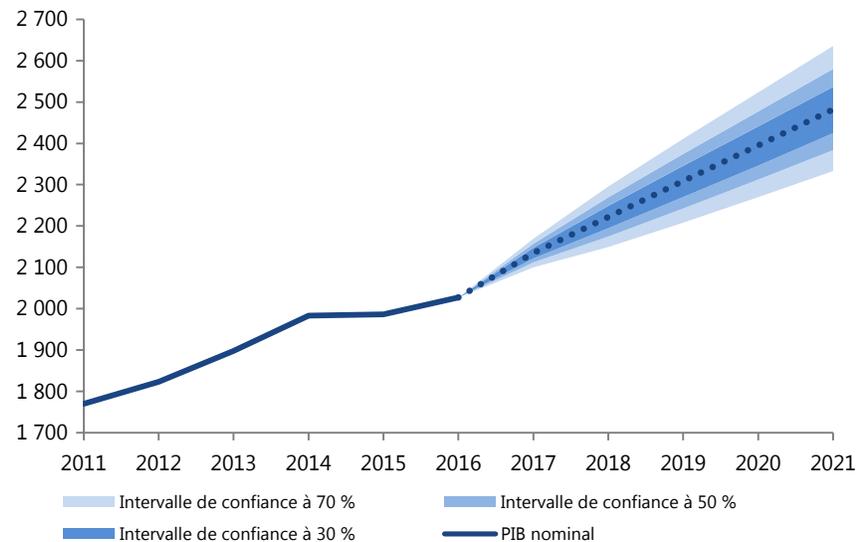
La croissance du PIB potentiel devrait passer de 1,2 % en 2017 à 1,9 % en 2020. Cette hausse découle de l'augmentation de la productivité tendancielle du travail, qui devrait faire suite à la reprise de l'investissement des entreprises.

De 2017 à 2021, la croissance du PIB potentiel devrait s'élever en moyenne à 1,6 % par année, un taux inchangé essentiellement depuis les perspectives d'octobre. Cela dit, le niveau du PIB potentiel sera 0,4 % plus élevé en 2021 que le DPB l'avait prévu en octobre. Cette révision correspond à la croissance démographique et à l'augmentation du taux d'emploi tendanciel.

Même si le DPB prévoit que le PIB réel dépassera le PIB potentiel à moyen terme, les pressions inflationnistes demeureront bien contenues. Le taux d'inflation de consommation devrait s'établir en moyenne à 2,0 % de 2017 à 2021.

**Figure 6** Incertitude entourant la projection du PIB nominal établie par le DPB

PIB nominal, en milliards \$



Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : La période de projection s'étend de 2017 à 2021.

De 2017 à 2021, le DPB prévoit que la croissance du PIB nominal atteindra en moyenne 4,1 % par année, la croissance du PIB réel, 2,0 %, et l'inflation du PIB, 2,1 %. Rajusté en fonction des révisions historiques, le niveau du PIB nominal est en moyenne 10 milliards de dollars (0,4 %) plus élevé par année de 2017 à 2021 que le DPB l'avait prévu en octobre. Cela correspond à la croissance plus élevée que prévu du PIB nominal dans la deuxième moitié de 2016.

Les perspectives économiques du DPB reposent sur l'idée que la probabilité d'avoir des résultats à la hausse est, en règle générale, la même que celle d'avoir des résultats à la baisse. En outre, pour illustrer l'incertitude entourant sa projection du PIB nominal, le DPB a élaboré un graphique en éventail qui fournit des intervalles de confiance<sup>7</sup> en fonction des erreurs de prévision historiques<sup>8</sup>.

En ce qui concerne les risques à la baisse, le DPB croit que le risque le plus important est l'investissement moins élevé que prévu des entreprises. Même si les conditions économiques et financières devaient demeurer propices à une reprise de l'investissement des entreprises, l'accroissement de l'incertitude ou la fragilisation de la confiance pourrait empêcher les entreprises de renforcer leurs capacités.

En ce qui concerne les risques à la hausse, le DPB croit que le risque le plus important est les dépenses des ménages plus élevées que prévu. Même s'il s'attend à ce que la croissance des dépenses des ménages diminue à moyen terme, les ménages pourraient commencer à manquer de prudence, et leurs dépenses pourraient demeurer élevées malgré leur haut niveau d'endettement.

# Perspectives financières

---

**Tableau 1 Résultats financiers prévus pour 2016-2017**

| G\$   | DPB          |            |            | 2015-2016 |
|---|--------------|------------|------------|-----------|
|   | Octobre 2016 | Avril 2017 | Différence |           |
| <b>Revenus budgétaires</b>                              |              |            |            |           |
| Impôt sur le revenu                                     | 190,2        | 193,6      | 3,4        | 192,8     |
| Taxes et droits d'accise                                | 50,3         | 51,6       | 1,3        | 49,8      |
| Cotisations d'AE  | 23,7         | 23,1       | -0,5       | 23,1      |
| Autres revenus  | 28,7         | 28,7       | 0,1        | 29,7      |
| Total des revenus budgétaires                           | 292,8        | 297,1      | 4,3        | 295,5     |
| <b>Charges de programmes</b>                            |              |            |            |           |
| Principaux transferts aux personnes                     | 90,4         | 91,1       | 0,7        | 82,9      |
| Principaux transferts aux autres ordres de gouvernement | 68,7         | 68,6       | -0,2       | 65,9      |
| Charges de programmes directes                          | 132,1        | 134,3      | 2,1        | 122,1     |
| Total des charges de programmes                         | 291,3        | 294,0      | 2,7        | 270,8     |
| Frais de la dette publique                              | 24,0         | 23,9       | -0,1       | 25,6      |
| Total des charges                                       | 315,2        | 317,9      | 2,6        | 296,5     |
| <b>Solde budgétaire</b>                                 | -22,4        | -20,7      | 1,6        | -1,0      |
| <b>Dette fédérale (% du PIB)</b>                        | 31,7         | 31,3       | -0,4       | 31,1      |

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Le DPB s'attend à ce que le déficit budgétaire s'élève à 20,7 milliards de dollars (1,0 % du PIB) en 2016-2017, soit 1,6 milliard de dollars de moins qu'il l'avait prévu dans ses perspectives d'octobre. Les données financières du gouvernement pour les 10 premiers mois de 2016-2017 montrent que le gouvernement a généré plus de revenus que prévu. Par contre, les dépenses dans les infrastructures ont été moins élevées que prévu, mais d'après les résultats actuels de la surveillance, le DPB prévoit une augmentation de ces dépenses au cours des deux derniers mois de l'année financière.

Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont été étonnamment bas. Le DPB prévoit un déclin nominal de ceux-ci en 2016-2017 en partie à cause de l'introduction de la tranche d'imposition de 33 % pour les particuliers à revenu élevé. Les contribuables ont pu décaler les revenus de placement et les dividendes de l'année financière 2016 afin de tirer profit du taux d'imposition moins élevé de 2015. Le taux réduit de la deuxième tranche, ainsi que la diminution de l'assiette fiscale découlant des nouvelles exonérations fiscales liées aux prestations pour enfants ont aussi contribué à la baisse du rendement par rapport aux prévisions antérieures du DPB pour la présente année financière.

À l'inverse, les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés ont été étonnement élevés. À la suite de l'effondrement des cours du pétrole, le DPB s'attendait à ce que les revenus tirés de l'impôt des sociétés reculent à cause de la chute des bénéfices des sociétés. Pourtant, en dépit du déclin marqué des bénéfices des sociétés jusqu'au deuxième trimestre (T2) de 2016, les revenus tirés de l'impôt des sociétés (selon la méthode des comptes publics) ont continué d'augmenter. Le DPB s'attend toujours à ce qu'ils augmentent en 2016-2017.

**Tableau 2** Résumé des perspectives financières

| G\$                                | Prévision     |               |               |               |               |               |               |
|------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
|                                    | 2015-<br>2016 | 2016-<br>2017 | 2017-<br>2018 | 2018-<br>2019 | 2019-<br>2020 | 2020-<br>2021 | 2021-<br>2022 |
| Revenus budgétaires                | 295,5         | 297,1         | 304,6         | 319,1         | 334,0         | 348,8         | 364,5         |
| Charges de programmes              | 270,8         | 294,0         | 304,5         | 312,4         | 318,7         | 328,3         | 339,2         |
| Frais de la dette publique         | 25,6          | 23,9          | 24,7          | 27,6          | 31,5          | 34,5          | 36,5          |
| Total des charges                  | 296,4         | 317,9         | 329,2         | 340,0         | 350,2         | 362,8         | 375,7         |
| <b>Solde budgétaire</b>            | <b>-1,0</b>   | <b>-20,7</b>  | <b>-24,6</b>  | <b>-20,9</b>  | <b>-16,2</b>  | <b>-14,1</b>  | <b>-11,2</b>  |
| <i>Solde budgétaire (% du PIB)</i> | <i>0,0</i>    | <i>-1,0</i>   | <i>-1,2</i>   | <i>-0,9</i>   | <i>-0,7</i>   | <i>-0,6</i>   | <i>-0,4</i>   |
| <b>Dettes fédérales (% du PIB)</b> | <b>31,1</b>   | <b>31,3</b>   | <b>30,9</b>   | <b>30,6</b>   | <b>30,1</b>   | <b>29,6</b>   | <b>29,0</b>   |

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget

À partir de 2017-2018, et ce jusqu'en 2021-2022, le DPB continue de prévoir une série de déficits à la baisse. Il prévoit toutefois que les déficits budgétaires projetés seront de 2,2 milliards de dollars plus élevés en moyenne qu'ils ne l'étaient dans les perspectives d'octobre. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation des dépenses prévues. L'augmentation prévue des dépenses découle de nouvelles décisions stratégiques, comme l'indexation des prestations pour enfants ainsi que la hausse des paiements de transfert aux gouvernements infranationaux pour l'infrastructure et les soins de santé.

Les prévisions de dépenses plus élevées du DPB reflètent l'augmentation des frais d'intérêt de la dette publique. L'augmentation découle de la révision à la hausse des perspectives liées aux taux d'intérêt à long terme, ainsi que de la nouvelle méthodologie de projection employée. En ce qui concerne la nouvelle approche de prévision des frais d'intérêt de la dette publique, le DPB a apporté des ajustements afin de mieux tenir compte des divers taux d'actualisation des charges fédérales, ainsi que du ratio de rotation de la dette contractée sur les marchés<sup>9</sup>.

Les annexes C et D fournissent un résumé détaillé des perspectives financières, et l'annexe E les compare aux perspectives financières d'octobre 2016.

**Tableau 3 Perspectives concernant les revenus**

| G\$                                   | Prévision     |               |               |               |               |               |               |
|---------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
|                                       | 2015-<br>2016 | 2016-<br>2017 | 2017-<br>2018 | 2018-<br>2019 | 2019-<br>2020 | 2020-<br>2021 | 2021-<br>2022 |
| <b>Impôt sur le revenu</b>            |               |               |               |               |               |               |               |
| Impôt sur le revenu des particuliers  | 144,9         | 142,0         | 151,8         | 161,1         | 169,2         | 176,9         | 185,5         |
| Impôt sur le revenu des sociétés      | 41,4          | 44,6          | 41,1          | 41,7          | 44,3          | 47,2          | 49,8          |
| Impôt sur le revenu des non-résidents | 6,5           | 7,0           | 7,4           | 7,5           | 7,8           | 8,0           | 8,3           |
| Impôt total sur le revenu             | 192,8         | 193,6         | 200,3         | 210,4         | 221,3         | 232,2         | 243,6         |
| <b>Taxes et droits d'accise</b>       |               |               |               |               |               |               |               |
| Taxe sur les produits et services     | 33,0          | 34,8          | 35,0          | 36,6          | 37,9          | 39,3          | 40,9          |
| Droits de douane à l'importation      | 5,4           | 5,4           | 5,4           | 5,4           | 5,7           | 5,9           | 6,1           |
| Autres taxes et droits d'accise       | 11,5          | 11,4          | 11,8          | 11,8          | 11,9          | 12,1          | 12,1          |
| Total des taxes et droits d'accise    | 49,8          | 51,6          | 52,2          | 53,8          | 55,5          | 57,2          | 59,1          |
| <b>Cotisations d'AE</b>               | 23,1          | 23,1          | 21,9          | 22,9          | 23,8          | 24,6          | 25,5          |
| <b>Autres revenus</b>                 | 29,7          | 28,7          | 30,3          | 32,0          | 33,5          | 34,7          | 36,3          |
| <b>Total des revenus budgétaires</b>  | 295,5         | 297,1         | 304,6         | 319,1         | 334,0         | 348,8         | 364,5         |

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Par rapport aux prévisions d'octobre, les perspectives globales concernant les revenus sont plus élevées de 1,8 milliards de dollars par année en moyenne de 2017-2018 à 2021-2022. Comme il le soulignait dans le *Suivi économique et financier* de janvier 2017, le DPB a changé d'avis en ce qui concerne la composition des revenus, à la suite des récentes tendances se dessinant dans les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés.

Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont été étonnamment bas récemment. Les rendements ont diminué par rapport aux revenus des ménages, et le DPB s'attend à ce que la situation persiste en partie à moyen terme. C'est pourquoi il a abaissé ses prévisions de 0,6 milliard de dollars par année en moyenne.

À l'inverse, les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés sont demeurés étonnamment élevés. Le régime d'imposition des sociétés vise à amortir le revenu imposable au fil des ans grâce aux reports prospectifs des pertes, aux exemptions, à la capitalisation et à d'autres ajustements. Malgré tout, les revenus tirés de l'impôt des sociétés sont demeurés plus élevés que le DPB l'avait prévu après une longue période de faible rentabilité. C'est pourquoi il a rajusté à la hausse ses prévisions à moyen terme des revenus tirés de l'impôt des sociétés de 0,9 milliard de dollars par année en moyenne.

Les recettes provenant des cotisations d'assurance-emploi (AE) devraient augmenter en 2018. Le budget de 2017 a augmenté les prestations de l'AE en modifiant les critères d'admissibilité à l'AE et les ententes fédérales-provinciales sur le développement du marché du travail. En conséquence, par rapport à octobre, le DPB a révisé à la hausse le taux de cotisation d'équilibre prévu, à 1,65 \$ (par 100 \$ de gains) à compter de 2018.

**Tableau 4 Perspectives concernant les dépenses**

| G\$                                   | Prévision     |               |               |               |               |               |               |
|---------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
|                                       | 2015-<br>2016 | 2016-<br>2017 | 2017-<br>2018 | 2018-<br>2019 | 2019-<br>2020 | 2020-<br>2021 | 2021-<br>2022 |
| <b>Transferts aux personnes</b>       |               |               |               |               |               |               |               |
| Prestations aux aînés                 | 45,5          | 48,2          | 51,0          | 54,1          | 57,2          | 60,6          | 64,0          |
| Prestations d'AE                      | 19,4          | 20,9          | 22,1          | 22,1          | 22,6          | 23,4          | 24,3          |
| Prestations pour enfants              | 18,0          | 22,1          | 23,3          | 23,1          | 22,9          | 23,2          | 24,1          |
| Total                                 | 82,9          | 91,1          | 96,4          | 99,3          | 102,8         | 107,1         | 112,4         |
| <b>Transferts aux gouvernements</b>   | 65,9          | 68,6          | 70,1          | 72,0          | 74,5          | 77,5          | 80,3          |
| <b>Charges de programmes directes</b> | 122,1         | 134,3         | 138,0         | 141,2         | 141,5         | 143,7         | 146,5         |
| <b>Frais de la dette publique</b>     | 25,6          | 23,9          | 24,7          | 27,6          | 31,5          | 34,5          | 36,5          |
| <b>Total des dépenses</b>             | 296,4         | 317,9         | 329,2         | 340,0         | 350,2         | 362,8         | 375,7         |

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Par rapport aux prévisions d'octobre, les dépenses totales sont plus élevées de 4,0 milliards de dollars par année de 2017-2018 à 2021-2022. Cette augmentation découle largement des changements stratégiques apportés aux prestations pour enfants, à l'assurance-emploi et aux charges de programmes directes depuis les perspectives d'octobre 2016.

La décision du gouvernement d'indexer l'Allocation canadienne pour enfants en fonction de l'inflation à compter de 2020 fera augmenter les dépenses liées aux prestations pour enfants de 1,4 milliard de dollars d'ici 2021-2022.

Les changements apportés à l'admissibilité au programme d'assurance-emploi et les améliorations apportées aux ententes sur le développement du marché du travail feront augmenter de près de 400 millions de dollars par année les charges du programme d'AE.

Enfin, les prévisions liées aux charges de programmes directes ont été revues à la hausse en raison des perspectives révisées du gouvernement concernant le transfert de ces charges. Dans ces perspectives révisées se trouvaient notamment les nouvelles dépenses dans les infrastructures, en particulier les importants reports de fonds à 2018-2019, et le nouvel accord sur les paiements de transfert aux provinces pour les initiatives en matière de soins à domicile et de santé mentale.

Comme il a été mentionné plus tôt, le DPB s'attend à ce que les frais de la dette publique soient plus élevés que ce qu'il prévoyait en octobre en raison de la hausse des taux d'intérêt et des améliorations apportées à l'approche de modélisation. Ensemble, cela entraînera une augmentation des frais de la dette publique de 1,5 milliards de dollars d'ici 2021-2022. Dans l'ensemble, le reste des prévisions de dépenses demeure essentiellement inchangé par rapport à octobre.

**Tableau 5 Perspectives concernant les cotisations d'AE et le compte des opérations de l'assurance-emploi**

| G\$  | Prévision |           |           |           |           |           |           |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
|  | 2015-2016 | 2016-2017 | 2017-2018 | 2018-2019 | 2019-2020 | 2020-2021 | 2021-2022 |
| <b>Revenus</b>   |           |           |           |           |           |           |           |
| Cotisations d'assurance-emploi                           | 23,1      | 23,1      | 21,9      | 22,9      | 23,8      | 24,6      | 25,5      |
| Cotisations des employés fédéraux                        | 0,4       | 0,4       | 0,4       | 0,4       | 0,4       | 0,4       | 0,4       |
| Total  | 23,5      | 23,6      | 22,3      | 23,4      | 24,2      | 25,0      | 26,0      |
| <b>Dépenses</b>  |           |           |           |           |           |           |           |
| Prestations  | 19,4      | 20,9      | 22,1      | 22,1      | 22,6      | 23,4      | 24,3      |
| Frais d'administration                                   | 1,8       | 1,9       | 1,8       | 1,7       | 1,7       | 1,7       | 1,7       |
| Total  | 21,2      | 22,7      | 23,9      | 23,8      | 24,3      | 25,1      | 26,1      |
| <b>Solde annuel</b>                                      |           |           |           |           |           |           |           |
| Solde cumulatif  | 2,6       | 1,2       | -1,4      | -0,8      | -0,4      | -0,4      | -0,5      |
| <b>Solde cumulatif</b>                                   |           |           |           |           |           |           |           |
| <b>(par tranche de 100 \$ de rémunération assurable)</b> |           |           |           |           |           |           |           |
| <b>Légiféré</b>  |           |           |           |           |           |           |           |
| Taux de cotisation (DPB)                                 | 1,88      | 1,88      | 1,63      | 1,65      | 1,65      | 1,65      | 1,65      |
| Taux de cotisation (l'actuaire en chef)                  | 1,88      | 1,88      | 1,63      | 1,68      | 1,68      | 1,68      | 1,68      |
| <b>Prévision</b>   |           |           |           |           |           |           |           |
| Taux de cotisation (DPB)                                 | 1,88      | 1,88      | 1,63      | 1,65      | 1,65      | 1,65      | 1,65      |
| Taux de cotisation (l'actuaire en chef)                  | 1,88      | 1,88      | 1,63      | 1,68      | 1,68      | 1,68      | 1,68      |

Sources : Bureau de l'actuaire en chef; Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Les revenus et les dépenses du programme d'assurance-emploi sont consolidés et gérés dans le cadre du compte des opérations de l'AE.

À compter de 2017, les taux de cotisation à l'AE seront établis grâce à un nouveau mécanisme. Ils seront déterminés tous les ans de façon à ce qu'ils génèrent juste assez de revenus pour balancer le compte des opérations de l'AE pendant une période de sept ans. Le DPB estime que le compte des opérations de l'AE affichait un excédent cumulé de 3,7 milliards de dollars à la fin de 2016. Au titre de la loi, le taux d'équilibre doit être établi de façon à ce que cet excédent soit écoulé au cours des sept prochaines années.

Le taux de cotisation à l'AE est actuellement de 1,63 \$ (par 100 \$ de gains assurables). Le DPB estime que le taux d'équilibre de sept ans serait de 1,65 \$ de 2018 à 2023. Ses prévisions tiennent compte des changements apportés dans le budget de 2017 au programme d'AE, qui seront financés au moyen d'une hausse des taux de cotisation. Le budget prévoit des prestations d'AE supplémentaires de près de 400 millions de dollars par année, ce qui correspond à une augmentation de 0,03 \$ du taux de cotisation.

**Tableau 6 Sensibilité du solde budgétaire aux chocs économiques**

| G\$   | <b>2017-<br/>2018</b> | <b>2018-<br/>2019</b> | <b>2019-<br/>2020</b> | <b>2020-<br/>2021</b> | <b>2021-<br/>2022</b> |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Diminution de un pour cent du PIB réel                | -4,0                  | -3,5                  | -3,6                  | -3,7                  | -3,9                  |
| Diminution de un pour cent du niveau de prix du PIB   | -2,4                  | -2,3                  | -2,4                  | -2,4                  | -2,5                  |
| Augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt | -0,3                  | -0,6                  | -1,0                  | -1,1                  | -1,2                  |

Source : Directeur parlementaire du budget.

Les perspectives financières établies par le DPB consistent en une série pleinement intégrée de projections concernant chaque composante majeure de charges et de recettes fédérales. Bien que chaque aspect de ces perspectives fasse appel à un ensemble de variables qui lui est propre (par exemple, la population de plus de 65 ans pour les prestations aux aînés, ou de moins de 18 ans pour les prestations pour enfants), les projections économiques établies par le DPB, quant à elles, reprennent toutes ces variables.

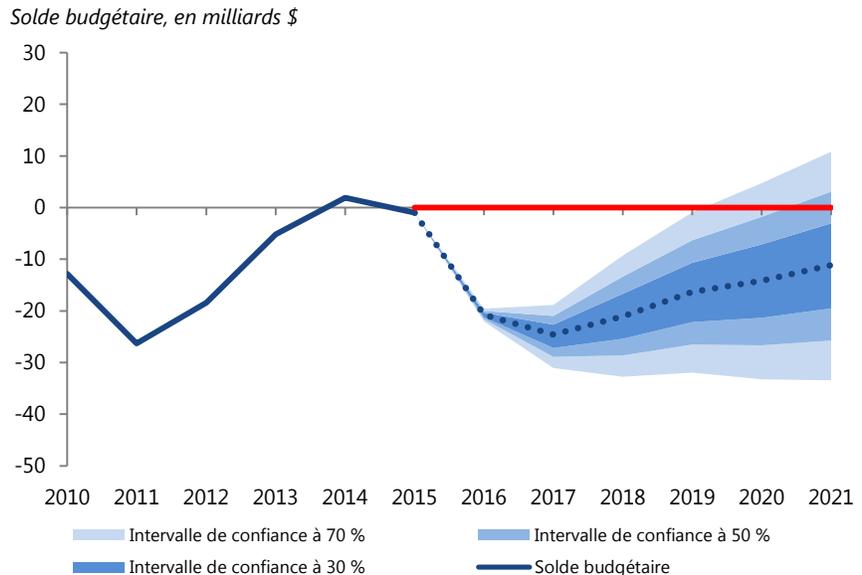
Trois principaux indicateurs économiques servent à rendre compte des résultats budgétaires généraux du gouvernement fédéral : la croissance réelle du PIB, l'inflation du PIB et les taux d'intérêt. Suivant l'approche de Finances Canada pour évaluer la sensibilité des projections financières, le DPB a évalué les effets de trois chocs économiques clés sur ses perspectives financières :

- i. Une réduction permanente de un pour cent du niveau du PIB réel attribuable en parts égales à un ralentissement de la productivité et de l'emploi.
- ii. Une réduction permanente de un pour cent du niveau de prix du PIB, en supposant que l'indice des prix à la consommation évolue au même rythme que l'indice de prix du PIB.
- iii. Une augmentation permanente d'un point de pourcentage (100 points de base) de tous les taux d'intérêt.

Au cours de la production de nos estimations de la sensibilité, nous supposons que la variation du PIB nominal est répartie proportionnellement entre les composantes des revenus et des dépenses. De plus, ces chocs économiques illustrent de façon simplifiée un système complexe et endogène. Par conséquent, ces estimations devraient être considérées comme des règles générales simplifiées.

Le tableau 6 présente un résumé des impacts de ces chocs économiques sur le solde budgétaire. Voir les annexes F à H pour les impacts sur les catégories des revenus et des dépenses. Le DPB publiera une discussion plus détaillée de ces résultats dans un prochain rapport.

**Figure 7 Résultats relatifs au solde budgétaire au titre d'autres scénarios économiques**



Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Les séries sont présentées pour chaque exercice; 2010 fait référence à l'exercice 2010-2011. La période de projection s'étend de l'exercice 2016-2017 à celui de 2021-2022. La ligne rouge correspond à un budget équilibré.

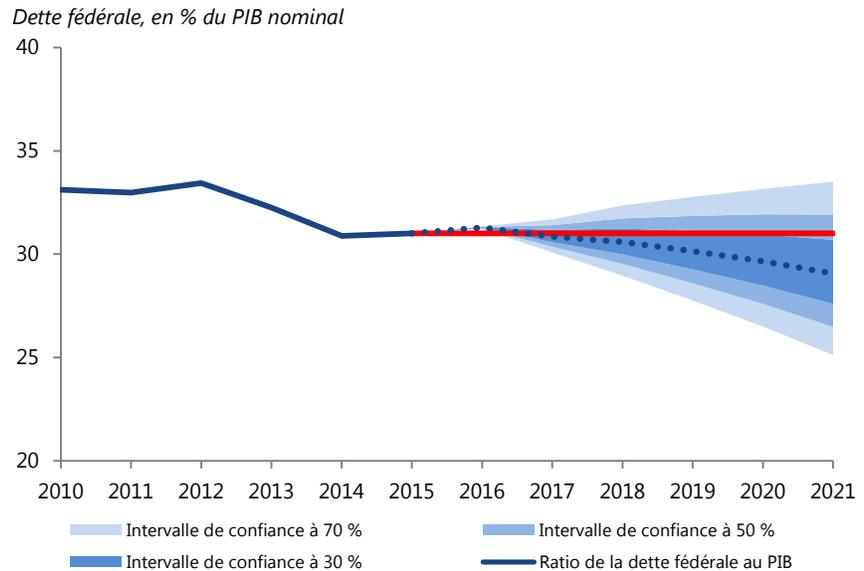
Pour illustrer les conséquences financières de l'incertitude entourant ses perspectives économiques, le DPB a exprimé les distributions des scénarios économiques en éléments budgétaires et il a élaboré des graphiques en éventail assortis d'intervalles de confiance liés à sa projection financière de base<sup>10</sup>. Les distributions qui en découlent peuvent servir à évaluer la probabilité de divers résultats financiers.

Ces graphiques et distributions ont par contre un important défaut : ils ne tiennent compte que de l'incertitude entourant les perspectives économiques du DPB et non de celle liée à la conversion des prévisions économiques en prévisions financières, à la réaction des politiques financières discrétionnaires à différents résultats économiques et aux risques non économiques (par exemple, les dépenses liées aux responsabilités légales).

Compte tenu des possibles scénarios entourant les perspectives économiques du DPB, et selon l'hypothèse du statu quo, il est peu probable que le budget soit équilibré ou excédentaire à moyen terme<sup>11</sup>. En effet, le DPB estime que la probabilité que le budget soit équilibré ou excédentaire au cours de la période allant de 2016-2017 à 2018-2019 est nulle.

Il croit toutefois que le budget a environ 15 % de chances d'être équilibré ou excédentaire en 2019-2020. La probabilité qu'une telle situation se produise augmente à 20 % en 2020-2021 et à 30 % en 2021-2022.

**Figure 8 Résultats relatifs à la dette fédérale au PIB au titre d'autres scénarios économiques**



Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Les séries sont présentées pour chaque exercice; 2010 fait référence à l'exercice 2010-2011. La période de projection s'étend de l'exercice 2016-2017 à celui de 2021-2022. La ligne rouge correspond au ratio de la dette fédérale au PIB en 2015-2016.

Compte tenu des possibles scénarios entourant ses perspectives économiques et de l'hypothèse du statu quo en matière de politique financière, le DPB estime qu'un intervalle de confiance de 70 % pour le ratio de la dette fédérale au PIB en 2021-2022 correspond à environ 8 points de pourcentage. Il s'agit de  $\pm 4$  points de pourcentage par rapport à sa projection de base de la dette fédérale au PIB en 2021-2022.

Comme il a été mentionné plus tôt, le gouvernement s'est engagé, dans le budget de 2016, à réduire le ratio de la dette fédérale au PIB au cours d'une période de cinq ans qui se terminera en 2020-2021.

Compte tenu des possibles scénarios entourant les perspectives économiques du DPB, et selon l'hypothèse du statu quo, il est probable que le ratio de la dette fédérale au PIB chute sous son niveau de 2015-2016, qui était de 31,0 %, au cours de la période allant de 2017-2018 à 2021-2022.

Le DPB évalue à 55 % les chances que le ratio de la dette fédérale au PIB se situe sous son niveau de 2015-2016 en 2017-2018. Cette probabilité augmente à 60 et 65 % pour 2018-2019 et 2019-2020 respectivement. D'ici 2020-2021, le DPB évalue à deux tiers les chances que le ratio de la dette fédérale au PIB se situe sous son niveau de 2015-2016.

# Budget 2017 : Principaux enjeux pour les parlementaires

---

## Présentation du plan financier dans le budget de 2017

Le gouvernement continue d'améliorer la transparence et l'accès de son plan financier.

D'ailleurs, depuis le budget de 2016, il a réintégré les prévisions financières sur cinq ans, de même que les prévisions non ajustées du solde budgétaire. Il a aussi amélioré la transparence financière en publiant pour la première fois une liste complète des nouvelles dépenses hors cycle annoncées dans *l'Énoncé économique de l'automne 2016* et les plans détaillés des dépenses dans les infrastructures, qui ont été conciliés avec les plans financiers globaux présentés dans le budget de 2017.

L'approche du gouvernement à l'égard de la constitution d'une réserve, afin de tenir compte des risques économiques et financiers, a manqué de cohérence dans les récents plans financiers. Le DPB fait observer que l'ajustement en fonction du risque de 6 milliards de dollars en 2016-2017 et 2017-2018 compris dans le budget de 2016 était démesuré. Le gouvernement n'a pas inclus d'ajustement en fonction du risque dans *l'Énoncé économique de l'automne 2016*. Toutefois, le budget de 2017 comprend un ajustement en fonction du risque de 3 milliards de dollars par année à compter de 2017-2018. Cela dit, le solde budgétaire non ajusté est clairement indiqué, et la façon dont l'ajustement en fonction du risque est appliqué est directe. En effet, l'ajustement est appliqué directement au solde budgétaire plutôt qu'au niveau du PIB nominal, comme c'était le cas dans le budget de 2016.

Le gouvernement pourrait toutefois en faire davantage. Par exemple, le budget ne comprend toujours pas suffisamment de détails sur les sources des fonds réaffectés et les conséquences sur les programmes. De tels renseignements sont nécessaires pour obtenir le consentement éclairé du Parlement à l'égard du plan financier du gouvernement. En outre, le budget et les plans ministériels de 2017-2018 ne concordent toujours pas. Ces derniers présentent une ventilation détaillée des activités prévues par ministères et organismes pour les trois prochaines années, mais ils ont été déposés plusieurs semaines avant le budget et ne tiennent donc pas compte des nouvelles annonces stratégiques.

**Tableau 7 Comparaison entre les perspectives économiques**

| <i>PIB nominal (milliards de \$)</i> | <b>2016</b> | <b>2017</b> | <b>2018</b> | <b>2019</b> | <b>2020</b> | <b>2021</b> |
|--------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| DPB (avril 2017)                     | 2 027       | 2 135       | 2 222       | 2 309       | 2 395       | 2 482       |
| Budget 2017*                         | 2 024       | 2 108       | 2 193       | 2 270       | 2 356       | 2 446       |
| Différence                           | 3           | 27          | 29          | 39          | 39          | 36          |
| <i>Croissance du PIB réel (%)</i>    | <b>2016</b> | <b>2017</b> | <b>2018</b> | <b>2019</b> | <b>2020</b> | <b>2021</b> |
| DPB (avril 2017)                     | 1,4         | 2,5         | 2,1         | 1,9         | 1,7         | 1,6         |
| Budget 2017                          | 1,3         | 1,9         | 2,0         | 1,7         | 1,7         | 1,8         |
| Différence                           | 0,1         | 0,6         | 0,1         | 0,2         | 0,0         | -0,2        |
| <i>Inflation du PIB (%)</i>          | <b>2016</b> | <b>2017</b> | <b>2018</b> | <b>2019</b> | <b>2020</b> | <b>2021</b> |
| DPB (avril 2017)                     | 0,6         | 2,7         | 1,9         | 2,0         | 2,0         | 2,0         |
| Budget 2017                          | 0,6         | 2,1         | 2,0         | 1,8         | 2,1         | 2,0         |
| Différence                           | 0,0         | 0,6         | -0,1        | 0,2         | -0,1        | 0,0         |

Sources : Finances Canada; Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : \* Les niveaux du PIB nominal présentés dans le budget de 2017 ont été rajustés en fonction des révisions historiques du premier (T1) au troisième trimestre (T3) de 2016.

Selon le DPB, il y a un risque à la hausse associé aux perspectives établies dans le budget de 2017 relativement au PIB nominal, perspectives qui reposaient sur l'enquête menée par Finances Canada en décembre 2016 auprès de prévisionnistes du secteur privé. Les niveaux projetés du PIB nominal sont en moyenne 34 milliards de dollars moins élevés par année, de 2017 à 2021, dans le budget de 2017 que dans les perspectives du DPB.

Or, une bonne partie de cette différence s'explique par la désuétude des données sous-tendant les deux prévisions et non pas par les hypothèses sous-jacentes. L'enquête menée par Finances Canada en décembre dernier ne tient pas compte des données des comptes nationaux publiées au quatrième trimestre, qui ont été plus élevées que prévu, ni des données mensuelles plus élevées que prévu publiées avant le budget de 2017.

Toutes choses étant égales par ailleurs, le DPB estime que les données plus élevées que prévu observées depuis décembre et avant le budget de 2017 expliquent près de deux tiers de la différence entre les niveaux projetés du PIB nominal pour la période allant de 2017 à 2021. Le reste correspond principalement aux perspectives légèrement plus optimistes du DPB quant à la croissance du PIB réel en 2017.

Dans l'ensemble, les prévisions de croissance du PIB réel et de l'inflation du PIB établies par le DPB pour la période allant de 2018 à 2021 correspondent aux perspectives du secteur privé présentées dans le budget de 2017.

Consultez l'annexe B pour une comparaison entre les perspectives économiques du DPB et celles présentées dans le budget de 2017.

**Tableau 8 Perspectives concernant le solde budgétaire par rapport à celles présentées dans le budget de 2017**

| G\$                     | Prévision |           |           |           |           |           |
|-------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
|                         | 2016-2017 | 2017-2018 | 2018-2019 | 2019-2020 | 2020-2021 | 2021-2022 |
| <b>Solde budgétaire</b> |           |           |           |           |           |           |
| DPB (avril 2017)        | -20,7     | -24,6     | -20,9     | -16,2     | -14,1     | -11,2     |
| Budget 2017             | -23,0     | -28,5     | -27,4     | -23,4     | -21,7     | -18,8     |
| Différence              | 2,3       | 3,9       | 6,5       | 7,2       | 7,6       | 7,6       |

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Le DPB prévoit que les déficits budgétaires seront en moyenne 5,9 milliards de dollars moins élevés que ceux prévus dans le budget de 2017 pour la période allant de 2016-2017 à 2021-2022. Cette différence reflète l'ajustement en fonction du risque de 3 milliards de dollars du gouvernement et les perspectives économiques plus fortes du DPB.

Dans l'évaluation du risque contenue dans le budget de 2017, le gouvernement a jugé que « les risques associés aux perspectives économiques de décembre 2016 demeurent généralement équilibrés, et les perspectives constituent un fondement approprié aux fins de la planification budgétaire ». Il a néanmoins inclus un ajustement en fonction du risque « afin de tenir compte des risques et de l'incertitude des prévisions économiques et budgétaires ».

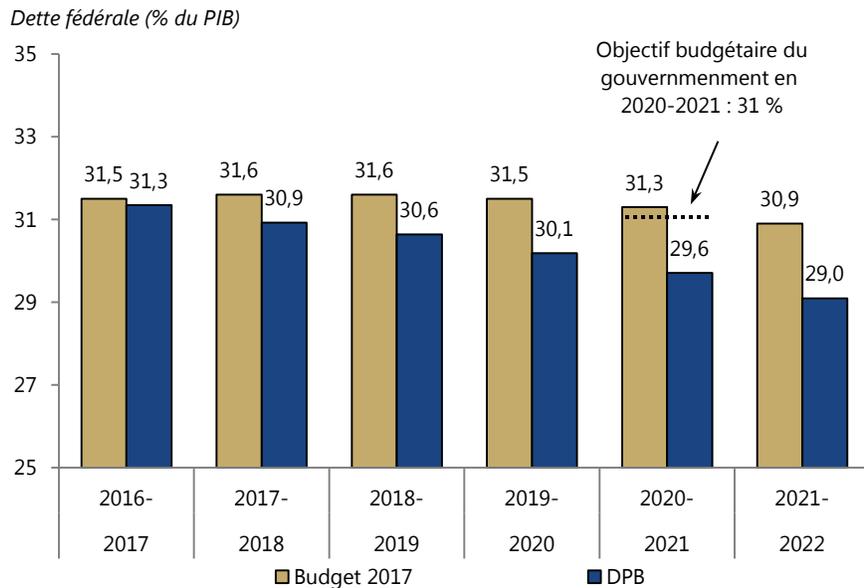
Selon le DPB, le gouvernement adopte une approche « prudente » à l'égard de la planification budgétaire, car il juge que les risques liés aux perspectives économiques sont généralement équilibrés. Ainsi, il réduit l'importance de ses perspectives financières, tout en espérant que les résultats financiers dépasseront ses prévisions. Cette approche contraste avec le rajustement des perspectives économiques du secteur privé auquel il procède afin de tenir compte de la balance des risques (soit à la hausse soit à la baisse).

En outre, malgré l'incertitude et les risques à la baisse qui continuent de peser sur l'économie nationale et mondiale, le DPB estime qu'il y a un risque à la hausse associé aux perspectives du PIB nominal établies par le secteur privé et figurant dans le budget de 2017. Ce risque s'explique par l'utilisation de l'enquête désuète de décembre 2016 qui ne tient pas compte des données économiques plus élevées que prévu publiées avant le budget de 2017.

Le DPB croit donc que les perspectives du gouvernement quant au solde budgétaire pour la période allant de 2017-2018 à 2021-2022 sont trop prudentes.

Consultez l'annexe I pour une comparaison entre les perspectives financières du DPB et celles présentées dans le budget de 2017.

**Figure 9 Perspectives concernant le ratio de la dette fédérale au PIB par rapport à celles présentées dans le budget de 2017**



Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Le gouvernement s'est engagé, dans le budget de 2016, à réduire le ratio de la dette fédérale au PIB à 31 % (ou moins) au cours d'une période de cinq ans qui se terminera en 2020-2021.

Selon les perspectives économiques et financières du DPB, le gouvernement est en bonne voie d'atteindre son objectif et dispose d'une certaine latitude dans son plan financier actuel.

Au titre des mesures fiscales et des plans de dépenses actuels, le DPB prévoit que le ratio de la dette fédérale au PIB s'élèvera à 29,6 % en 2020-2021, soit 1,4 point de pourcentage de moins que l'objectif financier que le gouvernement s'est fixé à moyen terme. La dernière fois que le ratio a été inférieur à 31 %, c'était en 2007-2008 et 2008-2009.

Selon le plan financier présenté dans le budget de 2017, le gouvernement prévoit qu'il dépassera son objectif lié au ratio de la dette au PIB en 2020-2021. Or, cela comprend l'ajustement annuel cumulatif en fonction du risque de 3 milliards de dollars. Si l'on supprime cet ajustement, le gouvernement atteindra son objectif de 31 % en 2020-2021.

**Tableau 9 Attentes du DPB à l'égard des dépenses fédérales dans les infrastructures**

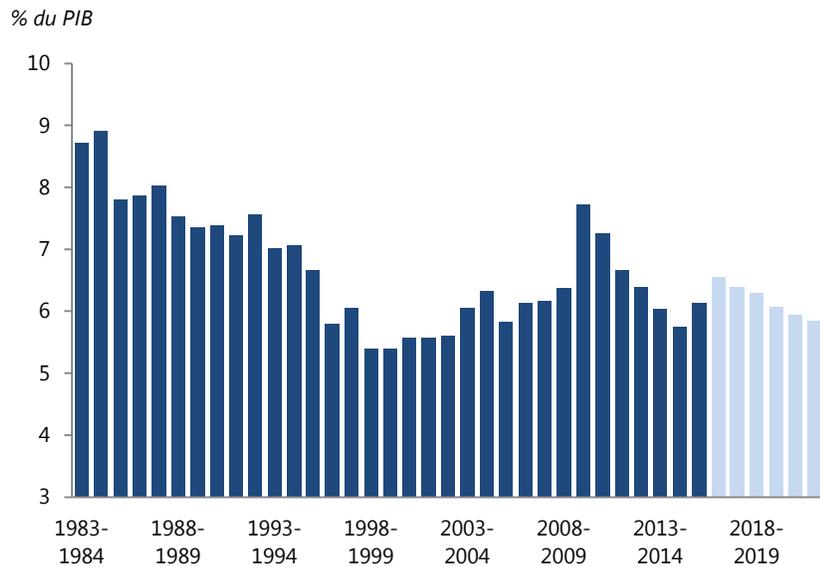
|   | 2016-2017 | 2017-2018 | Total  |
|---|-----------|-----------|--------|
| Dépenses fédérales dans les infrastructures (en millions de \$) | 1 910     | 8 176     | 10 086 |
| Dépenses d'infrastructures par rapport au budget de 2016 (%)    | 48        | 112       | 89     |
| <u>Répercussions économiques (avril 2017)</u>                   |           |           |        |
| Multiplicateur de l'investissement en infrastructure            | 0,8       | 1,0       | SO     |
| Incidence sur le PIB réel (en %)                                | +0,06     | +0,29     | SO     |
| Incidence sur l'emploi (en milliers)                            | +1,9      | +15,4     | SO     |
| Incidence sur les équivalents temps plein (en milliers)         | +3,5      | +25,2     | +28,7  |

Source : Directeur parlementaire du budget.

Les données provenant du système de comptabilité du gouvernement, des dépenses des provinces et de Statistique Canada indiquent toutes que les dépenses fédérales dans les infrastructures<sup>12</sup> accusent un retard par rapport au calendrier établi dans le budget de 2016. C'est pourquoi le DPB s'attend à ce qu'environ la moitié des fonds d'infrastructures proposés soient dépensés comme prévu en 2016-2017. Cela correspond aux chiffres présentés dans le budget de 2017, qui montrent que, selon le gouvernement, jusqu'à la moitié des dépenses prévues dans les infrastructures seront différées.

Le DPB s'attend à ce que les dépenses reprennent en 2017-2018 à un niveau supérieur à ce qui était prévu au départ dans le budget de 2016 (112 %). Ainsi, les dépenses globales dans les infrastructures s'élèveront à près de 90 % des niveaux prévus au départ. Le reste de l'argent sera dépensé au cours des exercices subséquents.

**Figure 10** Charges de programmes directes



Sources : Statistique Canada; Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Le graphique représente les charges de programmes directes en pourcentage du PIB.

Le DPB prévoit que les dépenses de fonctionnement s'élèveront à 87,5 milliards de dollars en 2016-2017, la rémunération du personnel formant la plus grande partie de celles-ci. Le gouvernement a récemment conclu un certain nombre d'ententes de principe qui prévoient des augmentations de salaire de 5 %, en moyenne, sur quatre ans, en plus d'un rajustement économique de 1 %<sup>13</sup>. À l'avenir, les conventions collectives feront augmenter les coûts du gouvernement liés au personnel, alors que ceux-ci avaient été plutôt stables au cours des dernières années.

Les prévisions à moyen terme du DPB quant aux dépenses de fonctionnement reposent sur les perspectives présentées par le gouvernement dans le budget de 2017. Les dispositions du budget de 2017 portant sur la croissance annuelle de 1 % à moyen terme supposent un déclin constant des dépenses de fonctionnement par rapport au PIB. Or, les conventions collectives prévoient une augmentation annuelle des salaires de plus de 1 %; d'autres sources d'économies devront donc être trouvées.

Le gouvernement manifeste l'intention, dans le budget de 2017, de revoir en profondeur ses initiatives inefficaces, coûteuses et désuètes, sans toutefois donner de détails. En particulier, les plans liés aux dépenses de fonctionnement présentés dans le budget de 2017 empruntent la voie de l'assainissement, un peu comme ce fut le cas lors de l'examen des dépenses qui s'est échelonné de 2011-2012 à 2014-2015. Les parlementaires voudront peut-être demander des précisions au gouvernement sur sa stratégie pour gérer les dépenses de fonctionnement.

# Annexes

---

## A : Perspectives économiques détaillées

| <i>% sauf indication contraire</i>                   | <b>2016</b> | <b>2017</b> | <b>2018</b> | <b>2019</b> | <b>2020</b> | <b>2021</b> |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>Croissance du PIB réel</b>                        |             |             |             |             |             |             |
| Avril 2017   | 1,4         | 2,5         | 2,1         | 1,9         | 1,7         | 1,6         |
| Octobre 2016   | 1,2         | 2,3         | 2,2         | 1,7         | 1,7         | 1,7         |
| <b>Croissance du PIB potentiel</b>                   |             |             |             |             |             |             |
| Avril 2017   | 1,4         | 1,2         | 1,5         | 1,8         | 1,9         | 1,9         |
| Octobre 2016   | 1,2         | 1,2         | 1,5         | 1,7         | 1,9         | 1,9         |
| <b>Inflation du PIB</b>                              |             |             |             |             |             |             |
| Avril 2017   | 0,6         | 2,7         | 1,9         | 2,0         | 2,0         | 2,0         |
| Octobre 2016   | 0,5         | 2,5         | 2,1         | 2,0         | 2,0         | 2,0         |
| <b>Croissance du PIB nominal</b>                     |             |             |             |             |             |             |
| Avril 2017   | 2,0         | 5,3         | 4,1         | 3,9         | 3,7         | 3,6         |
| Octobre 2016   | 1,7         | 4,9         | 4,3         | 3,8         | 3,8         | 3,8         |
| <b>PIB nominal (milliards de \$)</b>                 |             |             |             |             |             |             |
| Avril 2017   | 2 027       | 2 135       | 2 222       | 2 309       | 2 395       | 2 482       |
| Octobre 2016*  | 2 023       | 2 122       | 2 214       | 2 298       | 2 384       | 2 474       |
| <b>Taux des bons du Trésor à 3 mois</b>              |             |             |             |             |             |             |
| Avril 2017   | 0,5         | 0,5         | 1,1         | 2,4         | 2,9         | 2,9         |
| Octobre 2016   | 0,5         | 0,5         | 1,1         | 2,3         | 2,8         | 3,1         |
| <b>Taux des obligations du gouvernement à 10 ans</b> |             |             |             |             |             |             |
| Avril 2017   | 1,3         | 2,1         | 2,7         | 3,3         | 3,8         | 3,9         |
| Octobre 2016   | 1,3         | 1,7         | 2,3         | 3,0         | 3,5         | 3,7         |
| <b>Taux de change (cents US / \$CAN)</b>             |             |             |             |             |             |             |
| Avril 2017   | 75,4        | 76,0        | 75,9        | 75,9        | 76,2        | 76,4        |
| Octobre 2016   | 75,9        | 77,2        | 77,2        | 77,1        | 77,2        | 77,3        |
| <b>Taux de chômage</b>                               |             |             |             |             |             |             |
| Avril 2017   | 7,0         | 6,6         | 6,5         | 6,3         | 6,2         | 6,2         |
| Octobre 2016   | 7,0         | 6,8         | 6,4         | 6,3         | 6,2         | 6,1         |
| <b>Inflation de l'IPC</b>                            |             |             |             |             |             |             |
| Avril 2017   | 1,4         | 2,0         | 2,0         | 2,1         | 2,1         | 2,1         |
| Octobre 2016   | 1,5         | 2,0         | 2,0         | 2,1         | 2,1         | 2,0         |
| <b>Croissance du PIB réel américain</b>              |             |             |             |             |             |             |
| Avril 2017   | 1,6         | 2,3         | 2,4         | 2,1         | 1,9         | 1,8         |
| Octobre 2016   | 1,5         | 2,2         | 2,1         | 2,0         | 2,0         | 1,9         |
| <b>Prix du pétrole WTI (\$US)</b>                    |             |             |             |             |             |             |
| Avril 2017   | 43          | 53          | 54          | 53          | 53          | 54          |
| Octobre 2016   | 43          | 53          | 55          | 56          | 56          | 57          |

Sources : Statistique Canada; Bureau of Economic Analysis; Département de l'Énergie et directeur parlementaire du budget.

Note : \*Les niveaux du PIB nominal d'octobre ont été rajustés en fonction des révisions historiques de la première moitié de 2016.

## B : Perspectives économiques du DPB et du Budget de 2017

| <i>% sauf indication contraire</i>                   | <b>2016</b> | <b>2017</b> | <b>2018</b> | <b>2019</b> | <b>2020</b> | <b>2021</b> |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>Croissance du PIB réel</b>                        |             |             |             |             |             |             |
| Budget de 2017                                       | 1,3         | 1,9         | 2,0         | 1,7         | 1,7         | 1,8         |
| DPB – avril 2017                                     | 1,4         | 2,5         | 2,1         | 1,9         | 1,7         | 1,6         |
| <b>Inflation du PIB</b>                              |             |             |             |             |             |             |
| Budget de 2017                                       | 0,6         | 2,1         | 2,0         | 1,8         | 2,1         | 2,0         |
| DPB – avril 2017                                     | 0,6         | 2,7         | 1,9         | 2,0         | 2,0         | 2,0         |
| <b>Croissance du PIB nominal</b>                     |             |             |             |             |             |             |
| Budget de 2017                                       | 2,0         | 4,1         | 4,0         | 3,5         | 3,8         | 3,8         |
| DPB – avril 2017                                     | 2,0         | 5,3         | 4,1         | 3,9         | 3,7         | 3,6         |
| <b>PIB nominal (milliards de \$)</b>                 |             |             |             |             |             |             |
| Budget de 2017 *                                     | 2 024       | 2 108       | 2 193       | 2 270       | 2 356       | 2 446       |
| DPB – avril 2017                                     | 2 027       | 2 135       | 2 222       | 2 309       | 2 395       | 2 482       |
| <b>Taux des bons du Trésor à 3 mois</b>              |             |             |             |             |             |             |
| Budget de 2017                                       | 0,5         | 0,6         | 0,9         | 1,4         | 1,8         | 2,3         |
| DPB – avril 2017                                     | 0,5         | 0,5         | 1,1         | 2,4         | 2,9         | 2,9         |
| <b>Taux des obligations du gouvernement à 10 ans</b> |             |             |             |             |             |             |
| Budget de 2017                                       | 1,3         | 1,8         | 2,3         | 2,7         | 3,0         | 3,3         |
| DPB – avril 2017                                     | 1,3         | 2,1         | 2,7         | 3,3         | 3,8         | 3,9         |
| <b>Taux de change (cents US / \$CAN)</b>             |             |             |             |             |             |             |
| Budget de 2017                                       | 75,5        | 74,5        | 76,1        | 77,4        | 79,3        | 81,3        |
| DPB – avril 2017                                     | 75,4        | 76,0        | 75,9        | 75,9        | 76,2        | 76,4        |
| <b>Taux de chômage</b>                               |             |             |             |             |             |             |
| Budget de 2017                                       | 7,0         | 6,9         | 6,7         | 6,7         | 6,6         | 6,4         |
| DPB – avril 2017                                     | 7,0         | 6,6         | 6,5         | 6,3         | 6,2         | 6,2         |
| <b>Inflation de l'IPC</b>                            |             |             |             |             |             |             |
| Budget de 2017                                       | 1,5         | 2,0         | 2,0         | 1,9         | 1,9         | 2,0         |
| DPB – avril 2017                                     | 1,4         | 2,0         | 2,0         | 2,1         | 2,1         | 2,1         |
| <b>Croissance du PIB réel américain</b>              |             |             |             |             |             |             |
| Budget de 2017                                       | 1,6         | 2,3         | 2,3         | 1,8         | 1,9         | 2,0         |
| DPB – avril 2017                                     | 1,6         | 2,3         | 2,4         | 2,1         | 1,9         | 1,8         |
| <b>Prix du pétrole WTI (\$US)</b>                    |             |             |             |             |             |             |
| Budget de 2017                                       | 43          | 54          | 59          | 56          | 59          | 64          |
| DPB – avril 2017                                     | 43          | 53          | 54          | 53          | 53          | 54          |

Sources : Finances Canada; Statistique Canada; Bureau of Economic Analysis; Département de l'Énergie et directeur parlementaire du budget.

Note : \* Les niveaux du PIB nominal présentés dans le budget de 2017 ont été rajustés en fonction des révisions historiques du premier (T1) au troisième trimestre (T3) de 2016.

## C : Perspectives financières détaillées

| G\$  | 2015-<br>2016 | 2016-<br>2017 | 2017-<br>2018 | 2018-<br>2019 | 2019-<br>2020 | 2020-<br>2021 | 2021-<br>2022 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Impôt sur le revenu</b>                                     |               |               |               |               |               |               |               |
| Impôt sur le revenu des particuliers                           | 144,9         | 142,0         | 151,8         | 161,1         | 169,2         | 176,9         | 185,5         |
| Impôt sur le revenu des sociétés                               | 41,4          | 44,6          | 41,1          | 41,7          | 44,3          | 47,2          | 49,8          |
| Impôt sur le revenu des non-résidents                          | 6,5           | 7,0           | 7,4           | 7,5           | 7,8           | 8,0           | 8,3           |
| Impôt total sur le revenu                                      | 192,8         | 193,6         | 200,3         | 210,4         | 221,3         | 232,2         | 243,6         |
| <b>Taxes et droits d'accise</b>                                |               |               |               |               |               |               |               |
| Taxe sur les produits et services                              | 33,0          | 34,8          | 35,0          | 36,6          | 37,9          | 39,3          | 40,9          |
| Droits de douane à l'importation                               | 5,4           | 5,4           | 5,4           | 5,4           | 5,7           | 5,9           | 6,1           |
| Autres taxes et droits d'accise                                | 11,5          | 11,4          | 11,8          | 11,8          | 11,9          | 12,1          | 12,1          |
| Total des taxes et droits d'accise                             | 49,8          | 51,6          | 52,2          | 53,8          | 55,5          | 57,2          | 59,1          |
| <b>Cotisations d'AE</b>  | 23,1          | 23,1          | 21,9          | 22,9          | 23,8          | 24,6          | 25,5          |
| <b>Autres revenus</b>  | 29,7          | 28,7          | 30,3          | 32,0          | 33,5          | 34,7          | 36,3          |
| <b>Total des revenus budgétaires</b>                           | 295,5         | 297,1         | 304,6         | 319,1         | 334,0         | 348,8         | 364,5         |
| <b>Principaux transferts aux personnes</b>                     |               |               |               |               |               |               |               |
| Prestations aux aînés  | 45,5          | 48,2          | 51,0          | 54,1          | 57,2          | 60,6          | 64,0          |
| Prestations d'AE   | 19,4          | 20,9          | 22,1          | 22,1          | 22,6          | 23,4          | 24,3          |
| Prestations pour enfants                                       | 18,0          | 22,1          | 23,3          | 23,1          | 22,9          | 23,2          | 24,1          |
| Total  | 82,9          | 91,1          | 96,4          | 99,3          | 102,8         | 107,1         | 112,4         |
| <b>Principaux transferts aux autres ordres de gouvernement</b> |               |               |               |               |               |               |               |
| Transfert canadien en matière de santé                         | 34,0          | 36,1          | 37,2          | 38,3          | 39,7          | 41,5          | 43,1          |
| Transfert canadien en matière de programmes sociaux            | 13,0          | 13,3          | 13,7          | 14,2          | 14,6          | 15,0          | 15,5          |
| Péréquation  | 17,3          | 17,9          | 18,3          | 18,7          | 19,4          | 20,3          | 21,1          |
| Formule de financement des territoires                         | 3,6           | 3,6           | 3,7           | 3,8           | 3,9           | 4,1           | 4,3           |
| Fonds de la taxe sur l'essence                                 | 2,0           | 2,1           | 2,1           | 2,2           | 2,2           | 2,3           | 2,3           |
| Autres arrangements fiscaux                                    | -4,0          | -4,4          | -4,8          | -5,1          | -5,4          | -5,7          | -6,0          |
| Total  | 65,9          | 68,6          | 70,1          | 72,0          | 74,5          | 77,5          | 80,3          |
| <b>Charges de programmes directes</b>                          | 122,1         | 134,3         | 138,0         | 141,2         | 141,5         | 143,7         | 146,5         |
| <b>Frais de la dette publique</b>                              | 25,6          | 23,9          | 24,7          | 27,6          | 31,5          | 34,5          | 36,5          |
| <b>Total des charges</b>                                       | 296,4         | 317,9         | 329,2         | 340,0         | 350,2         | 362,8         | 375,7         |
| <b>Solde budgétaire</b>  | -1,0          | -20,7         | -24,6         | -20,9         | -16,2         | -14,1         | -11,2         |
| <b>Dette fédérale</b>  | 616,0         | 634,0         | 658,6         | 679,5         | 695,7         | 709,7         | 720,9         |

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Le niveau projeté de la dette fédérale pour 2016-2017 tient compte d'un gain estimatif de 2,7 milliards de dollars au titre des autres éléments du résultat global.

## D : Perspectives financières détaillées (% du PIB)

| <i>% du PIB</i>  | <b>2015-<br/>2016</b> | <b>2016-<br/>2017</b> | <b>2017-<br/>2018</b> | <b>2018-<br/>2019</b> | <b>2019-<br/>2020</b> | <b>2020-<br/>2021</b> | <b>2021-<br/>2022</b> |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| <b>Impôt sur le revenu</b>                                     |                       |                       |                       |                       |                       |                       |                       |
| Impôt sur le revenu des particuliers                           | 7,3                   | 7,0                   | 7,1                   | 7,3                   | 7,3                   | 7,4                   | 7,5                   |
| Impôt sur le revenu des sociétés                               | 2,1                   | 2,2                   | 1,9                   | 1,9                   | 1,9                   | 2,0                   | 2,0                   |
| Impôt sur le revenu des non-résidents                          | 0,3                   | 0,3                   | 0,3                   | 0,3                   | 0,3                   | 0,3                   | 0,3                   |
| Impôt total sur le revenu                                      | 9,7                   | 9,6                   | 9,4                   | 9,5                   | 9,6                   | 9,7                   | 9,8                   |
| <b>Taxes et droits d'accise</b>                                |                       |                       |                       |                       |                       |                       |                       |
| Taxe sur les produits et services                              | 1,7                   | 1,7                   | 1,6                   | 1,6                   | 1,6                   | 1,6                   | 1,6                   |
| Droits de douane à l'importation                               | 0,3                   | 0,3                   | 0,3                   | 0,2                   | 0,2                   | 0,2                   | 0,2                   |
| Autres taxes et droits d'accise                                | 0,6                   | 0,6                   | 0,6                   | 0,5                   | 0,5                   | 0,5                   | 0,5                   |
| Total des taxes et droits d'accise                             | 2,5                   | 2,5                   | 2,4                   | 2,4                   | 2,4                   | 2,4                   | 2,4                   |
| <b>Cotisations d'AE</b>  | 1,2                   | 1,1                   | 1,0                   | 1,0                   | 1,0                   | 1,0                   | 1,0                   |
| <b>Autres revenus</b>  | 1,5                   | 1,4                   | 1,4                   | 1,4                   | 1,4                   | 1,5                   | 1,5                   |
| <b>Total des revenus budgétaires</b>                           | 14,9                  | 14,7                  | 14,3                  | 14,4                  | 14,5                  | 14,6                  | 14,7                  |
| <b>Principaux transferts aux personnes</b>                     |                       |                       |                       |                       |                       |                       |                       |
| Prestations aux aînés  | 2,3                   | 2,4                   | 2,4                   | 2,4                   | 2,5                   | 2,5                   | 2,6                   |
| Prestations d'AE   | 1,0                   | 1,0                   | 1,0                   | 1,0                   | 1,0                   | 1,0                   | 1,0                   |
| Prestations pour enfants                                       | 0,9                   | 1,1                   | 1,1                   | 1,0                   | 1,0                   | 1,0                   | 1,0                   |
| Total  | 4,2                   | 4,5                   | 4,5                   | 4,4                   | 4,4                   | 4,4                   | 4,4                   |
| <b>Principaux transferts aux autres ordres de gouvernement</b> |                       |                       |                       |                       |                       |                       |                       |
| Transfert canadien en matière de santé                         | 1,7                   | 1,8                   | 1,7                   | 1,7                   | 1,7                   | 1,7                   | 1,7                   |
| Transfert canadien en matière de programmes sociaux            | 0,7                   | 0,7                   | 0,6                   | 0,6                   | 0,6                   | 0,6                   | 0,6                   |
| Péréquation  | 0,9                   | 0,9                   | 0,9                   | 0,8                   | 0,8                   | 0,8                   | 0,8                   |
| Formule de financement des territoires                         | 0,2                   | 0,2                   | 0,2                   | 0,2                   | 0,2                   | 0,2                   | 0,2                   |
| Fonds de la taxe sur l'essence                                 | 0,1                   | 0,1                   | 0,1                   | 0,1                   | 0,1                   | 0,1                   | 0,1                   |
| Autres arrangements fiscaux                                    | -0,2                  | -0,2                  | -0,2                  | -0,2                  | -0,2                  | -0,2                  | -0,2                  |
| Total  | 3,3                   | 3,4                   | 3,3                   | 3,2                   | 3,2                   | 3,2                   | 3,2                   |
| <b>Charges de programmes directes</b>                          | 6,2                   | 6,6                   | 6,5                   | 6,4                   | 6,1                   | 6,0                   | 5,9                   |
| <b>Frais de la dette publique</b>                              | 1,3                   | 1,2                   | 1,2                   | 1,2                   | 1,4                   | 1,4                   | 1,5                   |
| <b>Total des charges</b>                                       | 14,9                  | 15,7                  | 15,4                  | 15,3                  | 15,2                  | 15,1                  | 15,1                  |
| <b>Solde budgétaire</b>  | 0,0                   | -1,0                  | -1,2                  | -0,9                  | -0,7                  | -0,6                  | -0,4                  |
| <b>Dette fédérale</b>  | 31,1                  | 31,3                  | 30,9                  | 30,6                  | 30,1                  | 29,6                  | 29,0                  |

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Le niveau projeté de la dette fédérale pour 2016-2017 tient compte d'un gain estimatif de 2,7 milliards de dollars au titre des autres éléments du résultat global.

## E : Perspectives financières du DPB – avril 2017 et octobre 2016

| G\$<br>(Avril 2017 – Octobre 2016)                             | 2016-<br>2017 | 2017-<br>2018 | 2018-<br>2019 | 2019-<br>2020 | 2020-<br>2021 | 2021-<br>2022 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Impôt sur le revenu</b>                                     |               |               |               |               |               |               |
| Impôt sur le revenu des particuliers                           | -4,0          | -1,8          | 0,3           | 0,0           | -0,9          | -0,7          |
| Impôt sur le revenu des sociétés                               | 6,7           | 0,7           | -0,2          | 0,6           | 1,6           | 2,1           |
| Impôt sur le revenu des non-résidents                          | 0,7           | 0,8           | 0,7           | 0,6           | 0,5           | 0,4           |
| Impôt total sur le revenu                                      | 3,4           | -0,3          | 0,7           | 1,2           | 1,2           | 1,8           |
| <b>Taxes et droits d'accise</b>                                |               |               |               |               |               |               |
| Taxe sur les produits et services                              | 0,8           | -0,4          | 0,1           | -0,2          | -0,3          | -0,4          |
| Droits de douane à l'importation                               | 0,2           | 0,1           | 0,2           | 0,3           | 0,2           | 0,2           |
| Autres taxes et droits d'accise                                | 0,3           | 0,5           | 0,6           | 0,7           | 0,9           | 0,7           |
| Total des taxes et droits d'accise                             | 1,3           | 0,3           | 0,8           | 0,7           | 0,8           | 0,5           |
| <b>Cotisations d'AE</b>  | -0,5          | 0,1           | 1,0           | 1,1           | 1,1           | 1,2           |
| <b>Autres revenus</b>  | 0,1           | -0,3          | -0,5          | -0,6          | -0,8          | -1,1          |
| <b>Total des revenus budgétaires</b>                           | 4,3           | -0,1          | 2,0           | 2,4           | 2,3           | 2,5           |
| <b>Principaux transferts aux personnes</b>                     |               |               |               |               |               |               |
| Prestations aux aînés  | 0,4           | 0,2           | 0,3           | 0,4           | 0,4           | 0,4           |
| Prestations d'AE   | -0,2          | 0,4           | 0,8           | 1,1           | 1,0           | 1,1           |
| Prestations pour enfants                                       | 0,5           | 0,7           | 0,9           | 1,0           | 1,5           | 2,8           |
| Total  | 0,7           | 1,3           | 2,1           | 2,5           | 3,0           | 4,3           |
| <b>Principaux transferts aux autres ordres de gouvernement</b> | -0,2          | -0,4          | -0,7          | -0,5          | -0,4          | -0,4          |
| <b>Charges de programmes directes</b>                          | 2,1           | -1,6          | 2,1           | 2,1           | 1,5           | -1,1          |
| <b>Frais de la dette publique</b>                              | -0,1          | 0,2           | 1,2           | 1,6           | 1,7           | 1,5           |
| <b>Total des charges</b>                                       | 2,6           | -0,5          | 4,7           | 5,6           | 5,8           | 4,3           |
| <b>Solde budgétaire</b>  | 1,6           | 0,4           | -2,7          | -3,2          | -3,5          | -1,8          |

Source : Directeur parlementaire du budget.

## F : Effet sur les perspectives financières d'une diminution de un pour cent du PIB réel

| <i>En milliards de dollars</i>                                 | <b>2017-<br/>2018</b> | <b>2018-<br/>2019</b> | <b>2019-<br/>2020</b> | <b>2020-<br/>2021</b> | <b>2021-<br/>2022</b> |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| <b>Impôts sur le revenu</b>                                    |                       |                       |                       |                       |                       |
| Impôt sur le revenu des particuliers                           | -2,3                  | -2,5                  | -2,6                  | -2,7                  | -2,8                  |
| Impôt des sociétés   | -0,2                  | -0,4                  | -0,4                  | -0,5                  | -0,5                  |
| Impôt sur le revenu des non-résidents                          | -0,1                  | -0,1                  | -0,1                  | -0,1                  | -0,1                  |
| Total des impôts sur le revenu                                 | -2,6                  | -2,9                  | -3,1                  | -3,3                  | -3,4                  |
| <b>Taxes et droits d'accise</b>                                |                       |                       |                       |                       |                       |
| Taxe sur les produits et services                              | -0,4                  | -0,4                  | -0,4                  | -0,4                  | -0,4                  |
| Droits de douane à l'importation                               | -0,1                  | -0,1                  | -0,1                  | -0,1                  | -0,1                  |
| Autres taxes et droits d'accise                                | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   |
| Total des taxes et droits d'accise                             | -0,4                  | -0,4                  | -0,4                  | -0,4                  | -0,5                  |
| <b>Cotisations d'assurance-emploi</b>                          | 0,1                   | 1,0                   | 1,1                   | 1,1                   | 1,2                   |
| <b>Autres revenus</b>  | -0,2                  | -0,2                  | -0,2                  | -0,2                  | -0,2                  |
| <b>Total des revenus budgétaires</b>                           | -3,1                  | -2,5                  | -2,7                  | -2,8                  | -3,0                  |
| <b>Principaux transferts aux particuliers</b>                  |                       |                       |                       |                       |                       |
| Prestations aux aînés  | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   |
| Prestations d'assurance-emploi                                 | 0,9                   | 0,9                   | 0,9                   | 0,9                   | 1,0                   |
| Prestations pour enfants                                       | 0,0                   | 0,1                   | 0,1                   | 0,1                   | 0,1                   |
| Total  | 0,9                   | 1,0                   | 1,0                   | 1,1                   | 1,1                   |
| <b>Principaux transferts à d'autres ordres de gouvernement</b> |                       |                       |                       |                       |                       |
| Transfert canadien en matière de santé                         | 0,0                   | 0,0                   | -0,1                  | -0,3                  | -0,3                  |
| Transfert canadien en matière de programmes sociaux            | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   |
| Péréquation  | 0,0                   | 0,0                   | -0,1                  | -0,2                  | -0,2                  |
| Formule de financement des territoires                         | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   |
| Fonds de la taxe sur l'essence                                 | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   |
| Autres accords fiscaux   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   |
| Total  | 0,0                   | 0,0                   | -0,2                  | -0,4                  | -0,5                  |
| <b>Charges de programmes directes</b>                          | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   |
| <b>Charges de la dette publique</b>                            | 0,0                   | 0,1                   | 0,1                   | 0,2                   | 0,3                   |
| <b>Total des charges</b>                                       | 0,9                   | 1,1                   | 1,0                   | 0,9                   | 1,0                   |
| <b>Solde budgétaire</b>  | <b>-4,0</b>           | <b>-3,5</b>           | <b>-3,6</b>           | <b>-3,7</b>           | <b>-3,9</b>           |

Source : Directeur parlementaire du budget.

## G : Effets sur les perspectives financières d'une diminution de un pour cent des prix du PIB

| <i>En milliards de dollars</i>                                 | <b>2017-<br/>2018</b> | <b>2018-<br/>2019</b> | <b>2019-<br/>2020</b> | <b>2020-<br/>2021</b> | <b>2021-<br/>2022</b> |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| <b>Impôts sur le revenu</b>                                    |                       |                       |                       |                       |                       |
| Impôt sur le revenu des particuliers                           | -1,9                  | -1,5                  | -1,6                  | -1,7                  | -1,8                  |
| Impôt des sociétés   | -0,2                  | -0,4                  | -0,4                  | -0,5                  | -0,5                  |
| Impôt sur le revenu des non-résidents                          | -0,1                  | -0,1                  | -0,1                  | -0,1                  | -0,1                  |
| Total des impôts sur le revenu                                 | -2,2                  | -2,0                  | -2,1                  | -2,3                  | -2,4                  |
| <b>Taxes et droits d'accise</b>                                |                       |                       |                       |                       |                       |
| Taxe sur les produits et services                              | -0,3                  | -0,4                  | -0,4                  | -0,4                  | -0,4                  |
| Droits de douane à l'importation                               | -0,1                  | -0,1                  | -0,1                  | -0,1                  | -0,1                  |
| Autres taxes et droits d'accise                                | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   |
| Total des taxes et droits d'accise                             | -0,4                  | -0,4                  | -0,4                  | -0,4                  | -0,5                  |
| <b>Cotisations d'assurance-emploi</b>                          | -0,1                  | -0,1                  | -0,1                  | -0,1                  | -0,1                  |
| <b>Autres revenus</b>  | -0,2                  | -0,2                  | -0,2                  | -0,2                  | -0,2                  |
| <b>Total des revenus budgétaires</b>                           | -2,9                  | -2,7                  | -2,9                  | -3,1                  | -3,2                  |
| <b>Principaux transferts aux particuliers</b>                  |                       |                       |                       |                       |                       |
| Prestations aux aînés  | -0,4                  | -0,5                  | -0,6                  | -0,6                  | -0,6                  |
| Prestations d'assurance-emploi                                 | -0,1                  | -0,1                  | -0,1                  | -0,1                  | -0,1                  |
| Prestations pour enfants                                       | 0,0                   | 0,2                   | 0,2                   | 0,2                   | 0,2                   |
| Total  | -0,5                  | -0,4                  | -0,4                  | -0,5                  | -0,5                  |
| <b>Principaux transferts à d'autres ordres de gouvernement</b> |                       |                       |                       |                       |                       |
| Transfert canadien en matière de santé                         | 0,0                   | 0,0                   | -0,1                  | -0,3                  | -0,3                  |
| Transfert canadien en matière de programmes sociaux            | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   |
| Péréquation  | 0,0                   | 0,0                   | -0,1                  | -0,2                  | -0,2                  |
| Formule de financement des territoires                         | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   |
| Fonds de la taxe sur l'essence                                 | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   |
| Autres accords fiscaux   | 0,0                   | 0,0                   | 0,1                   | 0,1                   | 0,1                   |
| Total  | 0,0                   | 0,0                   | -0,2                  | -0,4                  | -0,5                  |
| <b>Charges de programmes directes</b>                          | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   |
| <b>Charges de la dette publique</b>                            | 0,0                   | 0,0                   | 0,1                   | 0,2                   | 0,3                   |
| <b>Total des charges</b>                                       | -0,4                  | -0,3                  | -0,5                  | -0,7                  | -0,7                  |
| <b>Solde budgétaire</b>  | -2,4                  | -2,3                  | -2,4                  | -2,4                  | -2,5                  |

Source : Directeur parlementaire du budget.

## H : Effets sur les perspectives financières d'une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt

| <i>En milliards de dollars</i>                                 | <b>2017-<br/>2018</b> | <b>2018-<br/>2019</b> | <b>2019-<br/>2020</b> | <b>2020-<br/>2021</b> | <b>2021-<br/>2022</b> |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| <b>Impôts sur le revenu</b>                                    | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   |
| <b>Taxes et droits d'accise</b>                                | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   |
| <b>Cotisations d'assurance-emploi</b>                          | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   |
| <b>Autres revenus</b>  | 1,5                   | 1,9                   | 2,2                   | 2,5                   | 2,7                   |
| <b>Total des revenus budgétaires</b>                           | 1,5                   | 1,9                   | 2,2                   | 2,5                   | 2,7                   |
| <b>Principaux transferts aux particuliers</b>                  | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   |
| <b>Principaux transferts à d'autres ordres de gouvernement</b> | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   | 0,0                   |
| <b>Charges de programmes directes</b>                          | -1,7                  | -1,7                  | -1,7                  | -1,7                  | -1,7                  |
| <b>Charges de la dette publique</b>                            | 3,5                   | 4,3                   | 5,0                   | 5,4                   | 5,7                   |
| <b>Total des charges</b>                                       | 1,8                   | 2,5                   | 3,2                   | 3,6                   | 3,9                   |
| <b>Solde budgétaire</b>  | <b>-0,3</b>           | <b>-0,6</b>           | <b>-1,0</b>           | <b>-1,1</b>           | <b>-1,2</b>           |

Source : Directeur parlementaire du budget.

## I : Perspectives financières du DPB et du Budget de 2017

| G\$<br>(DPB – Budget de 2017)                                  | 2016-<br>2017 | 2017-<br>2018 | 2018-<br>2019 | 2019-<br>2020 | 2020-<br>2021 | 2021-<br>2022 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Impôt sur le revenu</b>                                     |               |               |               |               |               |               |
| Impôt sur le revenu des particuliers                           | -1,2          | -0,3          | 3,3           | 4,8           | 5,9           | 6,9           |
| Impôt sur le revenu des sociétés                               | 2,1           | -2,5          | -2,7          | -1,4          | -0,4          | -0,3          |
| Impôt sur le revenu des non-résidents                          | 0,4           | 0,5           | 0,4           | 0,3           | 0,2           | 0,3           |
| Impôt total sur le revenu                                      | 1,2           | -2,3          | 1,1           | 3,8           | 5,9           | 6,8           |
| <b>Taxes et droits d'accise</b>                                |               |               |               |               |               |               |
| Taxe sur les produits et services                              | 1,1           | -0,1          | 0,2           | 0,1           | 0,0           | -0,1          |
| Droits de douane à l'importation                               | 0,0           | 0,5           | 0,4           | 0,5           | 0,4           | 0,4           |
| Autres taxes et droits d'accise                                | -0,2          | 0,1           | 0,1           | 0,1           | 0,1           | 0,1           |
| Total des taxes et droits d'accise                             | 1,0           | 0,5           | 0,6           | 0,7           | 0,5           | 0,4           |
| <b>Cotisations d'AE</b>  | 0,8           | 0,7           | 0,5           | 0,6           | 0,5           | 0,5           |
| <b>Autres revenus</b>  | 2,0           | 1,2           | 1,4           | 1,3           | 1,6           | 0,8           |
| <b>Total des revenus budgétaires</b>                           | 5,0           | -0,1          | 3,5           | 6,3           | 8,5           | 8,5           |
| <b>Principaux transferts aux personnes</b>                     |               |               |               |               |               |               |
| Prestations aux aînés  | -0,1          | -0,1          | 0,2           | 0,2           | 0,4           | 0,3           |
| Prestations d'AE   | -0,1          | 0,1           | 0,1           | 0,0           | 0,2           | 0,6           |
| Prestations pour enfants                                       | 0,2           | 0,3           | 0,3           | 0,4           | 0,4           | 0,9           |
| Total  | -0,1          | 0,3           | 0,5           | 0,7           | 0,9           | 1,8           |
| <b>Principaux transferts aux autres ordres de gouvernement</b> |               |               |               |               |               |               |
| Transfert canadien en matière de santé                         | 0,0           | 0,0           | -0,1          | -0,2          | 0,1           | 0,2           |
| Transfert canadien en matière de programmes sociaux            | 0,0           | 0,0           | 0,0           | 0,0           | 0,0           | 0,0           |
| Péréquation  | 0,0           | 0,0           | -0,2          | -0,2          | 0,0           | 0,0           |
| Formule de financement des territoires                         | 0,0           | 0,0           | 0,0           | 0,1           | 0,3           | 0,4           |
| Fonds de la taxe sur l'essence                                 | 0,0           | 0,0           | 0,0           | 0,0           | 0,1           | 0,0           |
| Autres arrangements fiscaux                                    | -0,1          | -0,1          | -0,3          | -0,3          | -0,4          | -0,4          |
| Total  | -0,1          | -0,1          | -0,5          | -0,4          | 0,0           | 0,2           |
| <b>Charges de programmes directes</b>                          | 3,4           | -1,1          | -1,2          | -1,2          | -1,2          | -1,3          |
| <b>Frais de la dette publique</b>                              | -0,4          | 0,0           | 1,3           | 3,2           | 4,1           | 3,2           |
| <b>Total des charges</b>                                       | 2,8           | -1,0          | 0,0           | 2,1           | 3,8           | 3,9           |
| <b>Solde budgétaire*</b>                                       | 2,3           | 3,9           | 6,5           | 7,2           | 7,6           | 7,6           |
| <b>Dette fédérale</b>  | -3,0          | -6,9          | -13,4         | -20,6         | -28,4         | -36,0         |

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : \* Comprenant l'ajustement des risques.

# Notes

---

1. Sauf indication contraire, tous les taux présentés correspondent à des taux annualisés.
2. Voir les pages 28 et 55 du budget de 2016. Document consultable au : <http://www.budget.gc.ca/2016/docs/plan/budget2016-fr.pdf>.
3. Le DPB présume que le PIB réel des États-Unis sera 0,5 % supérieur à la fin de 2018, conformément aux analyses des répercussions des nouvelles mesures prévues en matière de politique financière, qui ont été réalisées par la Banque du Canada et le Fonds monétaire international. Il estime que cette hausse du PIB réel des États-Unis fera augmenter le PIB réel du Canada de 0,2 %.
4. Par exemple, voir les estimations liées à la croissance potentielle et à long terme du PIB des États-Unis, qui ont été réalisées par le Congressional Budget Office, la Réserve fédérale et le Fonds monétaire international.
5. Le DPB a revu à la baisse son hypothèse à long terme pour les taux d'intérêt neutre au Canada et aux États-Unis à 3,0 %. Cette hypothèse est cohérente avec les estimés publiés récemment par la Banque du Canada et la Réserve fédérale des États-Unis.
6. Voir le rapport du DPB publié en décembre 2016, *La formation des ménages et le parc de logements* (qui se trouve au : [http://www.pbo-dpb.gc.ca/fr/blog/news/Household\\_Formation](http://www.pbo-dpb.gc.ca/fr/blog/news/Household_Formation)), pour une analyse plus approfondie des perspectives de l'investissement résidentiel et du secteur du logement.
7. Selon la projection de base du DPB relative à la croissance du PIB nominal (4,1 % par année, en moyenne, de 2017 à 2021), les intervalles de confiance de 30, 50 et 70 % figurant à la Figure 6 correspondent à une croissance moyenne du PIB nominal de  $\pm 0,5$ ,  $\pm 0,8$  et  $\pm 1,3$  point de pourcentage respectivement.
8. À l'instar de l'approche de la Réserve fédérale (voir D. Reifschneider et P. Tulip (février 2017); document consultable en anglais seulement au : <https://doi.org/10.17016/FEDS.2017.020>), le DPB a utilisé les erreurs de prévision historiques moyennes relevées par les prévisionnistes extérieurs (c.-à-d. d'après les enquêtes menées par Finances Canada auprès de prévisionnistes du secteur privé) au cours des vingt dernières années en vue d'évaluer l'incertitude entourant ses prévisions économiques pour les principaux indicateurs.
9. L'augmentation des taux d'intérêt prévus aura aussi une incidence sur le passif actuariel estimé des pensions et des avantages sociaux du secteur public. Cet écart et l'amortissement annuel estimé de l'augmentation nette du passif sont pris en compte dans les prévisions du DPB quant aux dépenses de fonctionnement.

10. Grâce aux coefficients de sensibilité budgétaire qu'il a établis en ce qui a trait à la croissance du PIB réel, à l'inflation du PIB et aux taux d'intérêt, le DPB a conçu un modèle de simulation stochastique du budget du gouvernement qui permet d'exprimer les distributions de possibles résultats économiques en distributions des recettes budgétaires, des dépenses de programmes, des frais de la dette, ainsi que de la dette fédérale et du solde budgétaire correspondants.

Ce modèle génère des distributions de résultats économiques et financiers qui sont axées sur la projection de base du DPB. La dispersion des résultats économiques et leur corrélation reposent sur les erreurs de prévision historiques (à divers horizons) relevées par Finances Canada dans les enquêtes qu'il a menées de 1994 à 2016 auprès de prévisionnistes du secteur privé.

11. N'oublions pas que, dans le budget de 2016, le gouvernement s'est engagé à retrouver l'équilibre budgétaire et à élaborer « un échéancier de rétablissement de l'équilibre budgétaire lorsque les prévisions de croissance suivront de manière durable une trajectoire plus élevée ». Le budget de 2017 ne fait pas état de l'engagement à l'égard de l'équilibre budgétaire ni n'établit d'échéancier pour y arriver.
12. Les dépenses dans les infrastructures comprennent toutes les dépenses que le gouvernement du Canada désigne dans le tableau A2.4 du budget de 2016 par le terme « infrastructure », à savoir les paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement et aux Autochtones, et les investissements dans les actifs fédéraux. Les figures ci-dessus sont présentées selon la comptabilité de caisse. L'incidence financière en fonction de l'exercice prend la forme d'une diminution des dépenses de près de 1 milliard de dollars en 2016-2017.
13. Les ententes comprennent aussi des augmentations de salaire rétroactives qui remontent à la mi-2014.